

Université **Abderrahmane MIRA- BEJAIA**

Faculté des Sciences Humaines et Sociales

Département Des Sciences Sociales



Mémoire de fin de cycle

En Vue De l'Obtention D'un Diplôme de Master en Sociologie du Travail et des
Ressources Humaines

THEME :

Chômage et création de micro entreprise

dans le cadre du dispositif ANSEJ

Cas des entrepreneurs de la commune d'AKBOU

Préparé par :

BOUDA Hassiba

BENSIFIA Amel

Encadré par :

Mr. BAHLOUL Farouk

Année Universitaire 2017/2018

Remerciements

Nous tenons d'abord à remercier le bon Dieu le tout puissant qui nous a procuré le courage et la volonté pour réaliser ce modeste travail.

Notre profond remerciement s'adresse particulièrement à notre encadreur monsieur BAHLOUL Farouk pour ses conseils, ses orientations et pour sa disponibilité pendant toute la période de la réalisation de ce présent mémoire.

Nous tenons également à remercier tout les entrepreneurs qui ont accepté de nous recevoir.

Enfin on tient à remercier tout les gents qui nous ont aidé de près ou de loin.

Merci !

Dédicace

Je dédie ce modeste travail à :

A mes parents, aucun hommage ne pourrait être à la hauteur de l'amour dont ils ne cessent de me combler. Que dieu leurs procure bonne santé et longue vie.

A mon seul cher et unique frère ACHOUR qui était toujours à ma disposition. Mes sœurs KARIMA, WARDIA, LAMIA et NORA qui m'ont beaucoup aidé d'ici ou de loin.

A tous mes adorables petits neveux Souhil, Massi, Ghizlaine, Ilyes, Manil et Nelya

A mes aimables amis qui m'ont soutenue tout au long de ce projet AMINE, SARAH, CELIA et tous les autres. Et sans oublier mon binôme.

A tous mes collègues d'études, mes frères du cœur et aux personnes qui m'ont toujours aidé et encouragé, qui étaient toujours à mes côtés et qui m'ont accompagné durant mon chemin d'études supérieures.

Et à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin pour que ce mémoire soit réalisé.

Merci !

BOUDA Hassiba

Dédicace

Je dédie ce modeste travail :

A ma mère la lumière de ma vie le sens de mon existence son elle je ne pouvais pas faire ce travail, et mon chère père pour tout ce qu'il a fait pour moi que dieux les préserve.

A ma très chère grand mère Mamou que dieu la garde et la protège pour nous.

A mes chère frères Hichem, Oussama et Houssam.

A mes oncles, Mouloud, Hamza et sa famille, Samir et sa famille et à mes tentes, Sara et sa famille, Sabrina et sa famille, a toutes les cousins et cousines.

A toutes mes amies, Tata, Sara, Zahra, Sasa, Nawel, Sonia, Sihem, et à tous mes camarades et sur tout son oublier mon binôme Biba que je souhaite toute la réussite du monde.

BENSIFIA Amel

Liste des abréviations :

Abréviation	Signification
ADS	Agence de Développement Social
ANDI	Agence Nationale de Développement des Investissements
ANEM	Agence National de l'Emploi
ANGEM	Agence Nationale de Gestion du Microcrédit
ANSEJ	Agence National de Soutien à l'Emploi de Jeunes
APSI	Agence de promotion de soutien et de suivi a l'investissement
BADR	Banque de l'Agriculture du Développement Rurale
BDL	Banque du Développement Local
BEA	Banque Extérieure d'Alger
BIT	Bureau International de Travail
BNA	Banque National d'Alger
CEREP	Centre d'Enseignement et de Recherche en Etude Postcoloniales
CNAC	Caisse Nationale d'Assurance Chômage
CPA	Crédit Populaire d'Alger
CREAD	Centre de Recherche en Economie Appliqué pour le Développment
DIPJ	Insertion Professionnel des Jeunes
EI	Entreprise Individuelle
EURL	Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité
FMI	Franc Monétaire International
GEM	Global Entrepreneurship Monitor
ONS	Organisation National des Statistiques
PAS	Programme d'ajustement Structurel
PEJ	Programme de l'Emploi de Jeunes
PIB	Produit Intérieur Brute
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNR	Prêt Non Rémunérés
TPE	Très Petite Entreprise
TUP-HIMO	Travaux d'Unité Publique à Haute Intensité de Main d'Œuvre

Liste des tableaux :

Numéro du tableau	Nom du tableau	Page
N°01 :	Le tableau de la typologie des PME	56
N°02 :	La structure du financement triangulaire de l'ANSEJ (Montant d'investissement \leq 5.000.000 DA)	72
N ° 03	La structure du financement triangulaire (Montant d'investissement \geq 5.000.001 DA)	72
N ° 04	La structure du financement mixte de l'ANSEJ (Montant d'investissement \leq 5.000.000 DA)	73
N ° 05	La structure du financement mixte de l'ANSEJ (Montant d'investissement \geq 5.000.001 DA)	73
N ° 06	Les véritables raisons de l'inscription des enquêtés dans le projet de création d'entreprise.	84

Sommaire

Introduction	I
--------------------	---

Partie Théorique

Chapitre I : Le cadre méthodologique de la recherche

1. Raisons du choix du thème	13
2. Les objectifs de la recherche.....	14
3. Problématique	16
4. Hypothèses	19
5. Définitions des concepts clé.....	20
6. La méthode et technique utilisées	26
7. Le choix des interrogés	27
8. Les difficultés rencontrées	28
9. Les études antérieures	28

Chapitre II: La notion du travail, emploi, chômage et sa structure en Algérie

Section 01 : Travail, emploi et chômage

1. La notion du travail	34
2. La notion de l'emploi.....	36
3. La notion du chômage.....	36
3.1. Définition	36
3.2. Genèse.....	37
3.3. Formes du chômage	37
3.4. Type du vécu du chômage	39

Section 02 : La question du chômage en Algérie

1. Evolution du chômage en Algérie.....	41
2. Les facteurs qui alimentent le chômage en Algérie	43
3. Les effets du chômage en Algérie.....	45

Chapitre III : Entrepreneuriat, création d'entreprise et la lutte contre le chômage en Algérie

Section 01 : Entrepreneuriat et création d'entreprise:

1. Définition de l'entrepreneuriat.....	51
2. Définition de la création d'entreprise.	51

3. L'importance de l'entrepreneuriat	52
4. Les déterminants du succès de projet de création d'entreprise.....	53

Section 02 : La micro entreprise et les dispositifs de lutte contre le chômage en Algérie : . 55

1. Définition de la micro-entreprise	55
2. Les caractéristiques de la micro-entreprise.....	55
3. Les objectifs de la micro entreprise.	57
4. Les dispositifs de promotion de l'emploi et de la création de micro entreprise	58
4.1. Les dispositifs d'aide à la création de l'emploi.	58
4.2. Les dispositifs d'aide à la création d'activité.....	59

Partie pratique

Chapitre IV : Présentation de l'organisme d'accueil et les caractéristiques

1. Présentation du dispositif ANSEJ.....	68
2. Présentation des caractéristiques des enquêtés.	74

Chapitre V: Analyse et présentation des résultats de l'enquête

1. Présentation des résultats relatifs à la première hypothèse.....	78
2. Présentation des résultats relatifs à la deuxième hypothèse.....	89
3. Discussion des hypothèses.....	98

Conclusion générale

Bibliographie

Annexes

INTRODUCTION
GENERALE

Introduction :

L'évolution de l'emploi en Algérie, s'est caractérisée par des variations importantes depuis 1962. Elle a connu des variations positives qui ont comme conséquence le plein emploi comme durant les années 80, comme elle a connu aussi des variations négatives qui ont comme résultat, la flambée du chômage comme dans le début des années 90. Il a atteint les 30 % suite à l'arrêt massif des investissements publics qui sont à l'époque, la seule alternative des algériens pour avoir un emploi¹. Le chômage est un phénomène socio-économique qui touche à des degrés divers tous les pays du monde. Mais il prend des proportions dramatiques dans les pays en développement en raison du sous développement des infrastructures de productions. En Algérie, malgré les multiples efforts déployés par les autorités publiques pour infléchir la courbe du chômage et du sous emploi, la crise de l'emploi persiste, apparaissant presque comme un problème insoluble.

Au cours des deux dernières décennies, la création d'entreprise ainsi que le travail indépendant n'ont cessé de susciter l'intérêt des autorités publiques. En effet, la création d'entreprise pourrait former une porte de sortie du chômage, voire une alternative à la réduction du chômage, pour l'Etat.

Pour faire face à ce phénomène, l'Etat Algérien a instauré des pratiques et politiques d'aide à la création d'entreprises afin de réduire son taux de chômage et augmenter sa croissance économiques et sociales. L'intérêt que l'Algérie a donné pour la création des TPE et des PME, a été tardif, ce n'est qu'à partir des années 1980, et en conséquence du choc pétrolier de 1986 que l'initiative privée a été enfin libérée. L'état a commencé à se désengager progressivement de la sphère économique, notamment en matière d'investissement, laissant le champ à l'initiative privée. Ce qui a été concrétiser par la création du ministère de la PME en 1991 et la promulgation du code d'investissement en 1993 et la mise en place de différents dispositifs de création d'entreprise (ANDI, CNAC, ANSEJ...)

C'est ce qui a éveillé notre curiosité pour mené une recherche aux prés des entrepreneurs créateurs des micro-entreprises dans le cadre de dispositif ANSEJ dans la région d'Akbou. Dans ce cadre nous nous sommes intéressés aux motivations et les raisons qui ont incité les jeunes à la création de leurs entreprises.

¹Office national des statistiques www.ons.dz (consultez le 24/05/2018)

Pour cela, notre travail comprend deux parties qui sont les suivantes :

La partie théorique

- ◆ Le premier chapitre : comprend le cadre méthodologique de la recherche à savoir les raisons du choix de thème, les objectifs de la recherche, la problématique, les hypothèses, la définition des concepts clés, la méthode et la technique utilisée pour acquérir le maximum d'information sur le thème, et le choix de l'échantillon et la présentation des difficultés rencontrées au cours de la réalisation de notre enquête, enfin nous avons choisi quelques études antérieures sur le chômage et la valeur du travail et les motivations entrepreneuriales.
- ◆ Le deuxième chapitre intitulé : travail, emploi chômage et sa structure en Algérie divisé en deux sections, la première comprend la notion de travail, emploi ainsi que des généralités sur le chômage comme sa définition, sa jeunesse, les différentes formes du chômage et enfin les types de vécus au chômage. La deuxième section intitulée la structure de chômage en Algérie qui comprend elle aussi l'évolution du chômage en Algérie, ces causes et ces effets.
- ◆ Dans le troisième chapitre qui est l'entrepreneuriat, création d'entreprises et la lutte contre le chômage, qui contient deux sections, la première dans laquelle nous allons donner un aperçu sur l'entrepreneuriat et la création d'entreprise en général. Ensuite nous allons évoquer dans la deuxième section, la micro entreprise ses objectifs et sa promotion par les politiques de lutte contre le chômage en Algérie.

La partie pratique, elle est répartie en deux chapitres :

- ◆ Dans le quatrième chapitre nous allons présenter l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes, et les caractéristiques personnelles des enquêtés
- ◆ Le cinquième chapitre consacré pour l'analyse et les interprétations des résultats de l'enquête il s'agit de faire une synthèse des propos de tous les cas interrogés dans le but de vérifier les hypothèses élaborées.

Enfin on termine avec une conclusion.

PARTIE
THEORIQUE

Chapitre I :
***Le cadre méthodologique
de la recherche.***

Préambule :

Ce chapitre est consacré à la présentation du cadre méthodologique de la recherche. La méthodologie constitue un guide et des repères pour tout chercheur. Elle est de ce fait, une boussole pour toute discipline scientifique, se définit, d'après M. ANGERS comme étant *un ensemble de méthodes et de techniques qui orientent l'élaboration d'une recherche et qui guident la démarche scientifique*¹.

A travers ce chapitre nous allons développer un certain nombre d'éléments qui se rapportent à notre travail de recherche, plus précisément à sa construction.

Nous allons commencer par développer les raisons du choix de notre thème, qui se déclinent en raisons objectives et raisons subjectives ; par la suite nous détaillerons les principaux objectifs de notre recherche qui s'inscrivent dans une logique compréhensive. Ensuite, nous présenterons la problématique posée dans notre recherche, suivie par l'élaboration des hypothèses, considérées comme réponses provisoires aux questions de la problématique. Et dans le but de délimiter nos concepts clés ainsi en matière d'initiation à la recherche, nous allons procéder à leurs définitions. Puis, nous aborderons les premiers éléments du processus de recherche, lequel se définit avant tout par la façon d'accéder à la connaissance qu'il produit, c'est-à-dire la méthode² ainsi que la technique utilisée. Enfin, nous démontrerons le choix des entrepreneurs interrogés et les difficultés rencontrées depuis le choix du thème jusqu'à l'interprétation des résultats finaux de l'enquête.

1. Les raisons du choix du thème :

Le choix de notre thème est motivé par plusieurs facteurs et raisons.

1. Raisons subjectives :

¹ANGERS Maurice, initiation à la méthodologie des sciences humaines, édition Casbah université, 1996, p58.

²AKTOUF Omar, Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations. *Une introduction à la démarche classique et une critique*. Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 1987, Pp 213. Une édition numérique réalisée par Marcelle Bergeron, bénévole, professeur retraité de l'École polyvalente Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.

http://classiques.uqac.ca/contemporains/Aktouf_omar/metho_sc_soc_organisations/metho_sc_soc_organisations.pdf

Les motivations personnelles du choix de notre thème consistent en notre désir de connaître la réalité du chômage et le vécu des ex-chômeurs qui ont opté pour la création de la micro-entreprise. D'un autre côté, nous avons la volonté d'en savoir un peu plus sur le phénomène de l'entrepreneuriat aidé et financé par l'ANSEJ, nous espérons à travers le récit des jeunes entrepreneurs profiter de leurs connaissances pour bien connaître quelles étaient les motivations qui les ont poussés à opter pour la création de la micro-entreprise comme projet d'avenir (projet professionnel). Enfin, connaître l'opinion, savoir et analyser l'expérience des bénéficiaires de ce dispositif, ainsi que les aspects négatifs de ce genre de projet, ajouté à ceci, le désir de découvrir les vraies motivations de ces jeunes qui les ont poussés à avoir recours à la création d'entreprise et l'aide de l'Agence National de Soutien à l'Emploi de Jeunes.

2. Raisons objectives :

Le thème du chômage et création d'entreprise est un sujet qui nous intéresse tous et qui peut toucher une grande partie d'une population. Cette thématique correspond à notre domaine de recherche. Ces dernières années, la création d'entreprises est devenue un sujet d'actualité vu le nombre des micro-entreprises qui existe en Algérie, y compris la wilaya de Bejaia et toutes ses régions. Le manque d'études sociologiques sur ce thème concernant la région d'AKBOU est aussi une des raisons qui nous ont poussées à choisir ce thème. Démontrer aussi l'importance du dispositif ANSEJ dans le développement socio-économique et le double rôle qu'il joue à savoir économique et sociale par la création d'emploi, la lutte contre le chômage et l'insertion des jeunes dans la vie active.

Nous voulons par cette recherche, de faire connaître quelles sont les logiques auxquelles répondent les pratiques sociales que déploie cette frange de la société. Nous avons l'envie de connaître la réalité du vécu quotidien des jeunes chômeurs qui déploient des conduites et des actions dans leurs espaces sociaux et familiaux. Et aussi leur vécu avant et après avoir choisi de devenir entrepreneur.

2. Les objectifs de la recherche :

Après l'idée de recherche, qui est en général une vision assez floue, simple et incomplète de ce que l'on veut étudier, il convient de définir, dans les grandes lignes, les principaux

objectifs poursuivis. Comme nous l'apprend Pierre Bourdieu, la fonction du sociologue est de comprendre.

GRAWITZ. M développe cette dernière idée en affirmant que *le point de départ d'une science réside dans la volonté de l'homme de se servir de sa raison pour comprendre*¹. Par là on peut déduire que chaque chercheur a des fins précises.

Cependant, les objectifs de notre présente recherche s'inscrivent dans la compréhension, la connaissance et l'examen de plus près la nature des intentions entrepreneuriales déclarées par les jeunes et leurs motivations à la création d'entreprises.

Savoir si les aides de l'Agence National de Soutien à l'Emploi de Jeune, contribuent à l'incitation des jeunes pour la création d'emplois, et la promotion du processus de création d'entreprises. Décrire et comprendre le vécu du chômage et du travail tel qu'il est vécu par ces créateurs. Ainsi, faire connaître les principaux facteurs mobilisés pour la réussite de leur projet.

¹ **GRAWITZ Madeleine**, Méthode des sciences sociales, 11^{em} éd Dalloz, Paris, 1990, P 17.

3. Problématique :

Depuis l'indépendance l'Algérie a connu plusieurs phases concernant le marché du travail. La première phase est celle de l'économie planifiée allant de 1967 jusqu'au milieu des années 1980. Cette période est marquée par des mutations considérables, que ce soit du point de vue démographique ou économique.

Au milieu des années 1980, suite à l'effondrement du prix de pétrole, l'économie algérienne a été affectée par une crise sans précédent dont les signes les plus révélateurs sont la chute du niveau des investissements¹, et la compression des importations... Cette situation a engendré un déséquilibre macro-économique, sur le plan de l'offre et la demande, il y'a un excès de demande d'emploi par rapport à l'offre d'emploi, ce qui veut dire une faible croissance du taux de l'emploi, qui se traduit par le chômage. La notion de chômage, alors inconnu dans le pays fait alors son apparition.

Le chômage est un phénomène structurel pour chaque pays, complexe à mesurer, à définir aussi, c'est l'arrêt ou l'interruption de l'activité volontaire ou involontaire, salariale ou indépendante. C'est une période d'inactivité forcée qui caractérise une personne capable et désireuse et à l'âge de travailler mais qui ne parvient pas à trouver un emploi. Ce dernier est devenu un défi pour les jeunes, pour toute l'économie mondiale, et algérienne en particulier. Le chômage n'est pas uniquement le non-emploi ou le non-travail. Il fait intervenir les aptitudes ou les capacités d'un individu, son statut, et aussi les institutions notamment administratives, dont il fait partie. Le chômage ne se réduit pas seulement à la privation d'emploi ou à une infériorité économique, il se définit sociologiquement comme l'infériorité sociale liée à la dévalorisation de la position de chômeur, et l'impuissance sociale des chômeurs eux-mêmes, confrontés au sentiment d'humiliation, rejetés dans l'isolement et réduits à la paralysie collective².

Le secteur public n'arrivant plus à répondre à toutes les offres de travail (demandes d'emploi), parce qu'une population jeune, de plus en plus nombreuse, augmente la pression sur le marché du travail.

¹**BOURICHE Lahcène**. Les déterminants du chômage en Algérie : une analyse économétrique (1980-2009), Thèse de doctorat en sciences économiques, option : économie de développement, Université de Tlémcen, 2012-2013. P13.

²**DEMAZIERE Didier**, La Sociologie des chômeurs, édition la Découverte, Paris, 2006, p89.

La problématique de la création d'emploi représente aujourd'hui un enjeu économique et social important dans le monde, dès lors nombre d'auteurs la considèrent comme un élément fondamental de la croissance économique d'un pays. Ils avancent que les similitudes et les différences entre les divers pays dépendent essentiellement des écarts de leurs taux d'emploi et du développement de nouvelles entreprises. Le travail n'est pas juste une source de revenu, il représente également un besoin psychologique pour l'individu et l'épanouissement de sa personne. Le travail est devenu indispensable et primordial pour certains, il constitue un facteur d'intégration, à la fois économique et sociale pour tout individu. L'absence de ce facteur nous mène au chômage.

L'Algérie est l'un des pays les plus menacé par ce phénomène, à la fois économique et social. Elle essaye par tout moyen de réduire le taux de chômage en s'appuyant sur l'ensemble des politiques et dispositifs ayant pour objet de soutenir, accompagner et promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes porteurs d'idées et de projets en tête. La création d'entreprise par les jeunes attire aujourd'hui une attention particulière des instances locales, régionales, nationales et même internationales. Elle apparaît comme une solution stratégique et performante pour répondre aux problèmes liés au chômage, l'insertion des populations jeunes est devenue un enjeu majeur dans les politiques des pays.

De nos jours, il n'y a quasiment aucun pays qui n'a pas une politique volontariste de développement et de mobilisation de l'entrepreneuriat sous forme de programme, d'outils et de structure d'aide à la création d'entreprises. D'après l'intérêt que l'Etat donne à la création de la micro-entreprise, on comprend qu'elle constitue, non seulement un facteur d'enrichissement des masses populaires mais aussi un facteur d'accroissement et de diversification. En passant d'un modèle de développement dirigiste à une économie de marché, l'Algérie fait porter sur les jeunes entrepreneurs tous les espoirs de la création d'emploi et de la croissance économique. Depuis que l'Algérie a entamé sa transition vers l'économie de marché, la fibre entrepreneuriale gagne toutes les classes sociales. Certains y voient une opportunité pour s'en sortir d'autre pour s'enrichir. La crise du modèle de développement, le gigantisme industriel, le manque de souplesse de la grande entreprise publique et le désir de promotion sociale feront de l'entrepreneur le nouvel héros d'une

économie en crise¹, mais devenir un entrepreneur en Algérie semble un vrai parcours du combattant, cela est dû aux contraintes financières, professionnelle, sociales et culturelles voire même psychologiques.

Afin de faire face à la situation inquiétante de l'Algérie puisque le chômage semble être un événement irréversible, le gouvernement a multiplié les interventions afin d'enrayer, voire même freiner sa progression et cela par la mise en œuvre d'un certain nombre de dispositifs législatifs réglementaires².

Le chômage est un des plus importants fléaux rencontrés par les sociétés modernes, et même celles en voie de développement. La particularité, c'est qu'il ne touche pas seulement les moins diplômés, mais aussi même les plus diplômés d'entre eux. Notre pays, l'Algérie, n'y échappe pas, ce qui rend l'obtention d'un travail permanent et stable un objectif déterminé par les jeunes, pour assurer un avenir dans la société, et pour qu'ils ne tombent pas dans la marginalisation et l'exclusion sociale. Il est aussi considéré comme le principal moyen d'autonomie pour le jeune, d'assurer un logement, une vie familiale stable, c'est-à-dire prendre une place effective dans la société. En effet, L'insertion des jeunes dans le monde du travail est devenue plus difficile. Ce qui fait que l'Etat intervient avec les différentes politiques publiques, afin d'inciter les jeunes, de faire naître ou développer en eux, une certaine culture ou esprit d'entreprendre et de savoir créer son propre emploi. Aujourd'hui les jeunes essaient d'exploiter davantage ces politiques publiques et d'accompagnement mises à leur disposition.

Notre étude va s'articuler sur l'apport de l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeunes pour le chômage en Algérie, ou autrement dit, c'est à partir d'ici que naît l'intérêt de

¹MADOUJ .M .Les nouvelles figures de l'entrepreneuriat en Algérie (un essai de typologie). Cahiers du CREAD N° 85-86, p45.

²Il s'agit d'abord du Programme de l'Emploi de Jeunes (PEJ) qui a été créé en 1987 dont l'application est entrée en vigueur en 1988, aussi le Dispositif d'Insertion Professionnelle des Jeunes (DIPJ) créé en 1990. Vu l'échec de ces programmes (Programme de l'Emploi de Jeunes (PEJ) qui a été créé en 1987, dont l'application est entrée en vigueur en 1988. Aussi, le Dispositif d'Insertion Professionnelle des Jeunes (DIPJ) créé en 1990) l'Etat algérien a adopté d'autres mesures qui ont donné naissance à un autre dispositif de création d'activité qui a été créé en application des dispositions de l'article 16 de l'ordonnance N°16-14 du 24 juin 1996 sous le nom l'Agence National de Soutien à l'Emploi de Jeunes dite ANSEJ. Et cela grâce à l'accompagnement et le financement qu'elle accorde aux agents économiques, aux investisseurs et en particulier aux jeunes promoteurs. On peut citer encore d'autres dispositifs qui se sont mis en place et à la disposition des jeunes chômeurs, et qui ont contribué à la création de beaucoup de petites moyennes entreprises et de postes d'emplois en Algérie, tel que la Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC), Agence Nationale de Gestion de Microcrédit (ANGEM), Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI), qui visent tous les mêmes objectifs que l'ANSEJ.

mener une recherche auprès des entrepreneurs actifs dans la wilaya de Bejaia plus précisément la commune d'AKBOU et de connaître les réalités des trajectoires et les véritables raisons incitant les jeunes à être porteurs des statuts d'entrepreneurs, et les stratégies qu'ils ont mis en œuvre pour réussir. Afin d'élucider et de pouvoir répondre aux questions posées.

Dans le présent travail nous avons énoncé une question principale de recherche autour de laquelle s'articulent deux questions secondaires. Qui sont présentées comme suit :

3. Question principale :

Quel rôle exerce le dispositif d'appui à la création des entreprises (ANSEJ) sur le chômage et la stimulation de la dynamique entrepreneuriale chez les jeunes chômeurs ?

4. Questions secondaires :

- a) Quel est la perception et motivation des jeunes entrepreneurs ou porteurs d'idées à l'égard de la création de la micro-entreprise ?
- b) Quelles sont les stratégies utilisées, et les facteurs mobilisés, par les jeunes porteurs de projet afin de mieux assumer leur nouveau rôle d'entrepreneur ?

4. Hypothèses :

La formulation des hypothèses consiste en la transformation des questions soulevées dans la problématique après son élaboration, en suppositions. Bien évidemment, ces suppositions ne sont pas générées gratuitement, sans fondements ni connaissances préalables. Le travail de préparation et d'élaboration des hypothèses constitue l'essentiel de ce qu'on appelle la pré-enquête.

Après avoir effectué la pré-enquête qui comprend la documentation (les premières lectures) et les entretiens exploratoires sur des personnes appartenant à la population sur laquelle va porté notre enquête, nous avons pu faire ressortir les hypothèses suivantes :

- a) Le chômage fait qu'un grand nombre de jeunes cherchent à créer leurs propres emplois, et ceci en créant leurs propres micro entreprises à l'aide de ces politiques d'aide au financement de la micro entreprise. Ce phénomène social est une des raisons principales qui explique la motivation des jeunes à la création d'entreprises.
- b) L'accompagnement et l'aide de l'entourage personnel des jeunes créateurs d'entreprises, jouent un rôle important dans la réussite et la survie de leurs projets.

5. Définitions des concepts clé :

Dans le but de clarifier nos concepts clés utilisées dans notre présente étude nous avons opté pour les définitions suivantes :

5.1. *Chômage :*

Le chômage est la situation d'une personne, souhaitant travailler et ayant la capacité de le faire, se trouve sans emploi malgré ses recherches.

Le chômage est un phénomène ayant à la fois une dimension individuelle et une dimension macroéconomique ; c'est à dire affectant l'ensemble de l'économie, pour un individu, être au chômage signifie dépourvu d'emploi alors qu'on souhaite exercer une activité professionnelle rémunérée, au niveau macroéconomique le chômage désigne la situation d'une partie de la main d'œuvre d'un pays, qui est dépourvue d'emploi et qui en recherche un¹.

Le chômage au sens du BIT : « *il faut être strictement sans travail* », ce qui n'exclut toute personne ayant travaillé quelques heures durant la période de la référence (la semaine précédente). Il faut par ailleurs, être absolument disponible pour travailler (dans un délai déterminé) et pour attester de démarches effectives de recherche d'emploi. Le BIT exclut donc ceux qui ont travaillé même très peu – la semaine précédente, c'est le cas de tous ceux qui occupent des emplois précaires².

¹ « Le chômage et ses explication », <http://www.letudiant.fr/boite-a-docs/telecharger/le-chomage-et-ses-explications.pdf>, consulter le 03/03/2018.

² **MARUANI Margaret et REYNAUD Emmanuelle**, La sociologie de l'emploi, 3eme Edition la DECOUVERTE, paris, 2001, p28.

Pour les sociologues, être chômeur, n'est pas seulement être privé d'emploi ; c'est aussi être reconnu comme tel, c'est pouvoir légitimement revendiquer un emploi. C'est faire partie d'une catégorie sociale.

Autrement dit, « le chômage ne se réduit donc pas à la privation d'emploi ou à une infériorité économique, il se définit sociologiquement comme l'infériorité sociale liée à la dévalorisation de la position de chômeur, et l'impuissance sociale des chômeurs eux-mêmes, confrontés au sentiment d'humiliation, rejetés dans l'isolement et réduits à la paralysie collective »¹.

5.2. *Entreprise :*

L'entreprise, une organisation sociale. L'entreprise est un lieu où se rencontrent ce que les sociologues appellent des « *acteurs sociaux* », c'est-à-dire des individus et des groupes plus ou moins institutionnalisés. Les hommes et les femmes impliqués dans l'entreprise sont porteurs de compétences diverses et de savoir-faire mis à la disposition de l'organisation, au sein d'une structure qui les met en relation. Ils sont donc insérés dans un réseau de flux physiques et de flux d'informations. Assurer la cohérence d'ensemble du système suppose une certaine communauté d'objectifs entre les participants à l'organisation, la mise en place de procédures de coordination, de coopération et de communication.

Pour Bruno ALAIN (2005) « l'entreprise est une organisation autonome de moyens matériels, financiers et humain ayant vocation à exercer une activité économique (production, transformation ou distribution des biens et des services) dont le but est de réaliser du profit². »

Autrement dit, l'entreprise est une réunion hiérarchisée d'individus disposant d'une autonomie de décision. Ainsi, l'entreprise est une association d'hommes et de femmes à statuts variables, dont les rapports sont complexes. Officiellement, chacun coopère à l'action collective en partageant les mêmes enjeux organisationnels. Dans cette perspective, l'entreprise apparaît comme un système ayant un but, des valeurs et une certaine culture, avec des mécanismes d'auto-adaptation et d'apprentissage organisationnel.

¹DEMAZIERE Didier, op cit p89.

²BRUNO Alain, Dictionnaire d'économie et des sciences sociales, Edition ELLIPSES, Paris 2005, p186.

5.3. Création d'entreprise :

C'est l'acte fondateur de l'entrepreneuriat, encouragés par les pouvoirs publics pour développer la création d'emploi elle est freinée par de nombreux obstacles tant administratifs, qu'économique, que sociaux, que psychologique ou que culturels.¹

La création d'entreprise est pour la plupart des entrepreneurs une réponse à une situation non désirée, elle répond d'avantage à un besoin de création de son propre emploi qu'à une volonté d'accomplissement ou une recherche d'indépendance. La création d'entreprise devient la production statut social en dehors de toute dépendance où la famille intervient dans la faisabilité de l'acte entrepreneurial.

Est un « fait économique, technique et culturel du milieu c'est-à-dire que toutes les manières d'être de l'individu, sa formation, sa trajectoire professionnelle et relationnelle dépend du milieu socioculturel dans lequel il a évolué »²

La création d'entreprise est une opération qui recouvre une variété de procédures administratives nécessaires à la nature de l'activité, et l'incorporation des divers moyens prédisposés chez l'investisseur, ainsi que la trajectoire initiale que le projet exige à parcourir.

5.4. Auto-entrepreneur :

L'auto-entrepreneur est défini comme une personne physique qui exerce une activité commerciale (à titre complémentaire, ou à titre principal) sans être immatriculée au registre du commerce et des sociétés, et qui peut bénéficier d'un régime fiscal ultra-simplifié³

L'auto-entrepreneuriat, qui est un dispositif visant à promouvoir la démarche de création d'une entreprise, présente à première vue de nombreux avantages : les formalités sont très

¹**BOISLANDELLE Henri Mahé**, Dictionnaire de gestion, vocabulaire, concepts. Édition économique, paris, 2008. p146

²**SOUIDI.R, FERFERA. M et AKTOUF. T**, les entrepreneurs, le territoire et la création d'entreprises, les cahiers du CREAD N°51, 1er trimestre 2000. P 64

³**FAYOLLE Alain, PEREIRA Brigitte** « L'encouragement à l'auto-entrepreneuriat est-il une bonne politique publique pour l'esprit d'entreprendre et la création d'entreprises ? », Annales des Mines - Gérer et comprendre 2012/1 (N° 107), p. 52-62.

allégées, l'auto-entrepreneur bénéficie d'une réduction importante des contraintes sociales, fiscales et comptables pesant sur les entreprises.¹

L'auto-entrepreneur ou auto-entreprise correspond à un régime spécifique du statut de Entreprise Individuelle (EI). Créé en 2008 dans le cadre de la loi de modernisation de l'économie, ce dispositif vise à faciliter l'accès à la création d'entreprise. Il permet d'instaurer un statut de l'entrepreneur individuel, il permet à toutes celles et ceux qui ont le souhait d'entreprendre de lancer leur activité commerciale, artisanale ou libérale en très peu de temps. Il donne également la possibilité de cumuler des activités de nature différente. Dans cette optique d'accessibilité, les formalités de création et de gestion de l'auto-entreprise sont volontairement allégées².

Ce type d'entrepreneur est un travailleur indépendant, ou travailleur autonome, est à la fois entrepreneur, propriétaire (de ses moyens de production) et son propre employé (sans être pour autant salarié). Il est maître de ses décisions concernant son travail mais doit toutefois s'adapter aux demandes de sa clientèle.

5.5. Politique publique :

Une politique publique est un concept de science politique. Certains chercheurs tels que DYE 1978, définit les politiques publiques comme « tout ce que le gouvernement décide de faire ou de ne pas faire ! »³ Il fait clairement ressortir la responsabilité du gouvernement qui doit intervenir comme acteur central dans l'élaboration des politiques publiques. C'est la dimension « publique » de la politique qui nous fait penser à l'intervention du gouvernement.

Ainsi le Dictionnaire des politiques publiques précise qu'une politique publique « relève d'une intervention d'une autorité investie de puissance publique et de légitimité gouvernementale sur un domaine spécifique de la société ou du territoire⁴ ».

¹ Ibid. p. 52-62.

² <https://www.le144-coworking.fr/blog/tag/auto-entrepreneur/> Consulté le 16/03/2018

³ **TURGEON, J. et J.-F. SAVARD** « Politique publique », dans L. Côté et J.-F. Savard (dir.), Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique, 2012 [en ligne]

⁴ **THOENIG Jean Claude**. Politique Publique, dans L. Boussaguet et autres. Dictionnaire des politiques publiques, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques, pp. 326-333.

5.6. *Rôle* :

Pour un sociologue, le terme signifie ce qui est attendu, par la société, pour chaque position occupée par un individu comme le père, la mère, l'enfant, professeur, élève, médecin, policier, intellectuel...chacune de ces positions est un rôle qui sera joué avec plus ou moins de conformité aux « attentes prescrites » et de « rôle joué», d'une vision sociale et un ensemble d'attitudes et de comportements attendus d'un individu, dans une position donnée¹.

Le rôle est un modèle organisé de conduites, relatif à une certaine position de l'individu dans un ensemble interactionnel. Il est aussi l'ensemble des exigences (normes, attentes, responsabilités...) qui proviennent de la structure sociale et qui sont associées à une position donnée dans cette structure. Il est encore l'ensemble des actes que réalisent les individus en fonction de leur position définie par la structure sociale.

5.7. *Statut social* :

Pour la sociologie classique américaine, le statut désigne la position qu'un individu occupe dans un système social donné. Associé à un ensemble de rôles, il définit ce que l'individu est en droit d'attendre du comportement des autres à son égard².

Utilisé en sociologie pour indiquer la situation de l'individu, son rang dans une société donnée, le rôle qui lui incombe, la fonction, la fonction sociale qui lui est dévolue. Aspect fonctionnel et normatif. Statut imposé ; sexe, ou acquis : profession.³

La notion de statut social concerne en quelque sorte la position sociale de l'individu dans la société. Le statut social est attribué par la société suivant des critères imposés par le groupe.

¹ LAKEHAL. M, Dictionnaire d'économie contemporaine des principaux faits politiques et sociaux, Edition Vuibert, Paris, 2000, P 595.

² RUI Sandrine, « Tableau croisé », in Paugam Serge (dir.), Les 100 mots de la sociologie, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que Sais-Je ? »

³ GRAWITZ. M, Lexique des sciences sociales, Edition Dalloz, Lyon, 2000, P 384.

5.8. *Accompagnement* :

Curzin et Fayolle 2004 décrivent l'accompagnement comme étant une pratique d'aide à la création de l'entreprise fondée sur une relation qui s'établit dans la durée et n'est pas ponctuelle, entre un entrepreneur et un individu externe au projet de création¹.

Selon MAELAA PUAL « l'accompagnement est contemporain du délitement du lien social mais, sur le terrain, il répond a deux types d'exigences, la préoccupation d'un public désaffilié, désorienté, censé être autonome ou capable de le devenir, et l'injonction de performance, d'excellence et d'efficacité toujours plus grande d'une classe dirigeante »².

L'accompagnement est l'action de rencontrer régulièrement un porteur de projet de création d'entreprise afin de conseiller, de vérifier rencontre après rencontre, ainsi voir l'avancement de ce projet jusqu'à la mise en œuvre finale, c'est-à-dire la création de l'entité.

L'accompagnement est vu donc comme un processus, au sens large du terme, qui assure à l'entrepreneur un apprentissage multi varié et continu, lui permettant de promouvoir son projet.

5.9. *Emploi* :

L'emploi «est un des éléments structurants du fonctionnement de la société, un de ceux qui donnent le sens d'autres enjeux sociaux»³

La notion de l'emploi est l'autre face de la notion du travail au sens économique du terme, activité humaine transférable à autrui. La notion d'emploi inscrit le travail dans un système de division sociale des tâches et, dans son acception usuelle, désigne le travail dont le résultat fait l'objet d'un échange rémunéré.⁴

¹ Communication de **Said Ziane**, professeur université Alger 2, chercheur au CREAD, Alger. Sur L'accompagnement entrepreneurial et développement des compétences des porteurs de projets innovants

² **MAELA Paul**, L'accompagnement : une posture professionnelle spécifique, édition L'HARMATTAN, paris, 2004, p7

³ **MARUANI Margaret, VINCENT Jean., REYNAUD Emmanuelle**, Sociologie de l'emploi. Revue française de sociologie, 1994. P110

⁴ Ibid. p332

En sociologie : « avoir un emploi c'est exercer une activité professionnelle rémunérée, en premier lieu désigne l'ensemble de la population occupée, le volume d'emploi dépend alors de la population occupée et de la durée du travail. En second lieu l'emploi désigne l'ensemble des normes juridiques et sociales institutionnalisant la participation des individus à l'activité productive¹ ».

Selon Potocki Malicet, D. (membre du Centre d'Etudes et de Recherches sur les Emplois et les Professionnalisations « CEREP » enseignant chercheur à l'Université de Reims.) L'emploi est un ensemble de tâches qu'une entreprise destine à un individu en fonction de sa propre organisation du travail. Il se caractérise par le rapport homme/ métier.

L'emploi selon le BIT : « l'emploi désigne tout travail rémunéré. La personne pourvue d'un emploi comprennent toutes les personnes ayant dépassé un âge spécifié qui se trouvaient durant une brève période de référence spécifiée occupe un emploi² »

Dans le langage scientifique, l'emploi désigne la traduction de l'activité laborieuse en termes de statuts sociaux. Autrement dit une place dans la production, une situation dans la hiérarchie de l'entreprise. Un emploi est offert ou recherché, il est créé ou supprimé (ne pas confondre avec le travail.)

6. La méthode et la technique de recherche utilisées :

Afin de préciser le sujet et cerner notre problématique, et aussi préciser la méthode et la technique d'investigation, nous avons effectué une pré-enquête qui avait commencé le 17 novembre 2017 jusqu'au 2 Décembre 2017. Nous avons cherché quelque bénéficiaire de ce dispositif (02 personnes), proches à nous, qui nous ont parlé un peu sur leurs trajectoires d'entrepreneurs. En commençant de la période du chômage jusqu'à la réalisation de leur projet de création d'entreprise.

Dans le but de comprendre la motivation des jeunes chômeurs, à l'idée de création d'entreprises en faisant appel à l'aide de l'ANSEJ. Savoir ou connaître les facteurs qui ont

¹BOUDON Raymond et BESNARD Philippe et autre, Dictionnaire thématique en sciences économiques, Edition LAROUSSE, Québec, 2005, p84.

²ECHAUDMAISON Claude Danièle, Dictionnaire d'économie et des sciences sociales, Edition NATHAN, Paris, 2007, p 134.

contribués à la réussite et l'aboutissement de ces projets de création d'activité, nous avons opté pour la méthode qualitative. Cette dernière qui vise donc la compréhension des phénomènes. Cela nous permettra ainsi de collecter le maximum d'informations et de données d'ordre qualitatif sur notre thématique choisie.

Afin de collecter ces données, auprès d'une population restreinte de dix(10) entrepreneurs, bénéficiaires de l'ANSEJ, la technique d'entretien semi-directif s'impose. Ce dernier est considéré comme un moyen privilégié d'accès aux informations d'ordre qualitatif sur les interviewés, tout en fondant des rapports directs avec eux. Ainsi, l'ensemble des entretiens effectués seront l'objet d'une analyse thématique, qui consiste à procéder systématiquement au repérage, au regroupement et à l'examen discursif des thèmes les plus pertinents abordés dans le corpus, et qui ont un lien avec les objectifs de la recherche, destinés à vérifier nos hypothèses.

7. Le choix des interrogés (L'échantillonnage) :

Toute recherche sociologique nécessite l'utilisation d'un échantillonnage représentatif qui sera le modèle afin d'obtenir des informations sur une population d'étude visée. Et durant le processus de recherche, il n'était pas possible de faire des mesures ou des observations sur l'ensemble des personnes concernées par le sujet de notre étude. Donc il est nécessaire d'en extraire un échantillon, « en effet la sélection d'une fraction représentative d'une population mère en vue de généraliser les observations et les résultats obtenus sur la population mère¹»

Afin de confirmer nos hypothèses de recherche ou de les infirmer sur le terrain, nous avons effectué des entretiens auprès de 10 jeunes créateurs de micro-entreprises dans le cadre du dispositif de l'ANSEJ ou par une autre source.

Nous avons opté pour un échantillon boule de neige. Nous avons pris contact avec deux entrepreneurs qu'on connaissait, avec lesquels nous avons effectué les entretiens exploratoires lors de la pré-enquête, et c'est grâce à eux que nous avons pu contacter d'autres jeunes créateurs de leurs propres entreprises.

¹**BOUDON Raymond**, Les méthodes en sociologie, 11eme Edition PUF, paris, 1998, p 66.

8. Les difficultés rencontrées lors de l'étude du terrain :

Durant la réalisation de notre recherche sur le terrain, nous avons rencontré divers problèmes qui sont :

- ◆ La difficulté d'accès aux entreprises pour mener des entretiens, ce qui nous a obligé de faire recours aux réseaux de connaissances pour accorder des contacts avec les entrepreneurs.
- ◆ La mobilité et les occupations des entrepreneurs nous ont empêchés de fixer un rendez-vous durant la période de notre recherche sur le terrain, ce qui nous a poussés même à faire des entretiens le weekend dans leurs domiciles.
- ◆ Le changement d'avis de 6 entrepreneurs concernant les entretiens, ce qui nous a pris beaucoup de temps à contacter d'autres promoteurs par le biais de nos proches.
- ◆ Lors du déroulement de notre enquête, certains entrepreneurs ont été méfiants dans leurs réponses, ils répondent avec hésitation.
- ◆ La difficulté de retranscription des réponses des entretiens effectuées en français, puisque tout nos enquêtés parle et répondent en Kabyle.

9. Les études antérieures :

9.1. Chômage et la valeur du travail :

Dans le but de connaître la valeur et l'importance du travail et les conséquences de son absence sur la vie de chaque individu, et après de longues lectures et documentation nous avons choisi quelques études antérieures comme références.

En 1931, **Paul Lazarsfeld**, secondé par **Marie Johada** et **Hans Zeisel**, réalise un travail **sociologique** pionnier sur le **chômage** (Les Chômeurs de Mariantal). A partir d'une enquête approfondie, menée dans la ville de Mariantal (Autriche) où l'usine textile de filature qui employait après la crise économique. Leur démarche les amène alors à se rendre directement sur le terrain sans jamais faire état de leur statut d'enquêteurs. Ils demandent à être embauchés dans les foyers sociaux comme collecteurs de vêtements, médecins ou encore moniteurs de sport¹.

¹ MANTOUSSE Marc et RENOUARD Gilles. « Les 100 fiches pour comprendre la sociologie » 3eme Edition Bréal, Paris 2006. p 172

Ils observent quatre types d'attitudes des individus concernés par cette situation. L'attitude la plus fréquente est la résignation et l'adaptation à une vie sans but et sans espoir, indifférente, le sentiment qu'on ne peut rien, contre le **chômage**. D'autres continuent à l'inverse à avoir une activité soutenue. Ceux-là, qualifiés par les auteurs de « stables », se caractérisent par les critères suivants : ménage tenu, enfants soignés, sentiment de bien-être, projets et espoir en l'avenir, joie de vivre, poursuite de la recherche d'un travail.

D'autres encore, désignés comme « désespérés », rencontrent la dépression, le manque de perspectives, le sentiment de la vanité de tout effort et donc l'abandon de toute recherche d'un emploi, de toute amélioration de la vie quotidienne. Enfin, une dernière catégorie est constituée par ceux que les trois **sociologues** nomment les « apathiques » qui laissent les choses suivre leur cours avec indifférence, sans essayer quoi que ce soit contre une ruine à laquelle ils semblent assister en témoins passifs et sans énergie. Paul Lazarsfeld et ses deux collaborateurs s'attachent ensuite à répartir dans les quatre catégories qu'ils ont construites la population de Marienthal. Sur la base de cette répartition, ils établissent une relation entre le revenu et l'attitude à adoptée et réussissent ainsi à estimer le moment où la situation de chômeur n'est plus subjectivement vivable.

L'apport de cette enquête pour la **sociologie** du **chômage** est essentiellement de mettre en évidence que l'absence de travail bouleverse en profondeur toute la vie individuelle et collective. Lorsqu'ils se rendent à Marienthal pour la première fois, les trois auteurs retirent le sentiment d'une morne indifférence. La perte d'emploi pour la grande majorité des habitants entraîne une baisse de l'activité sociale. Les activités culturelles très denses jusque-là tendent à se réduire. La vie associative tend aussi à être interrompue alors que paradoxalement les habitants disposent de plus de temps pour s'y consacrer.

A l'exception notable d'une étude de **Raymond Ledrut** (Sociologie du chômage) réalisée en 1966, période qui se caractérise par le plein-emploi, le phénomène du **chômage** reste un objet sociologique délaissé par les **sociologues** jusqu'au début des années 1980. C'est devant la croissance exponentielle du nombre de **chômeurs** à partir de cette période que les travaux **sociologiques** commencent à se multiplier¹.

Dans *L'Épreuve du chômage* (1981), **Dominique Schnapper** s'intéresse au vécu du **chômage**. La **sociologie** est ainsi amenée à différencier trois façons de vivre cette expérience :

¹ **GAY Thomas**. « L'indispensable de la sociologie ». 2ème édition, Studyrama, Paris 2006. p125

- Le **chômage** total : il vise le plus grand nombre et en particulier les travailleurs manuels et âgés, qui vivent mal cette inactivité forcée, s'ennuient et se sentent humiliés pour la plupart de se retrouver dans cette situation.

- Le **chômage** inversé : il concerne essentiellement un grand nombre de femmes et certains jeunes qui reconnaissent utiliser cette période pour se consacrer à d'autres activités, qu'elles soient centrées sur les loisirs ou sur la vie domestique.

- Le **chômage** différé : il correspond principalement à celui des cadres qui ont le sentiment d'être encore en activité, en étant de manière permanente à la recherche d'un emploi et en se servant de cette période pour continuer à se former¹.

Des études récentes sont venues confirmer la fécondité des perspectives tracées par Dominique Schnapper. Frédéric Charles et Sabine Fortino ont montré dans une enquête sur les rapports sociaux de sexe et insertion professionnelle des femmes face aux mutations du travail (2000) que les femmes célibataires de 40 ans au **chômage** le vivent comme un **chômage** inversé (selon la définition donnée par Dominique Schnapper), c'est-à-dire qu'elles cherchent à se recentrer sur leur vie privée et rompent avec la période professionnelle antérieure dans laquelle elles s'étaient investies quasi exclusivement.²

b. La création d'entreprise :

Pour appréhender l'esprit d'entreprise en amont de la phase de la création et de l'intention de créer une entreprise, nous avons choisi de nous inspirer du modèle d'intention d'Azjen.

La théorie du comportement planifié s'inscrit dans la famille des modèles d'intention largement mobilisée pour tenter d'expliquer l'apparition du comportement entrepreneurial, en particulier la création d'entreprise. Pour de nombreux auteurs la création d'entreprise est un comportement planifié, donc intentionnel. Dans ces conditions, l'intention semble offrir un cadre cohérent pour atteindre une meilleure compréhension des processus d'émergence de l'esprit d'entreprise chez les jeunes. Selon cette théorie, tout comportement intentionnel peut être prédit par l'intention d'avoir un comportement donnée c'est-à-dire qu'il suppose que les intentions englobent les effets des motivations qui influent les individus est déterminée par trois éléments :

¹ MARUANI Margaret, REYNAUD Emmanuel, « Sociologie de l'emploi », Edition La Découverte, Paris, 2001, Pp 38.42.

² GAY Thomas, Op cit, p126

- ◆ Son attitude à l'égard du comportement concerné ; degré d'appréciation que l'individu porte pour ce comportement.
- ◆ La perception des normes sociales.
- ◆ Le contrôle qu'il pense avoir sur la situation c'est-à-dire la perception qu'a l'individu des difficultés à surmonter pour mettre en œuvre le comportement étudié, ou encore l'absence ou la présence des ressources et compétences nécessaire pour le réaliser.

Mc Clelland, Spécialiste de la motivation humaine, dans ses travaux, il a analysé les effets des besoins d'ordre supérieur ou complexes sur le comportement humain. Il a proposé une explication psychologique à des phénomènes divers tels que le développement économique des nations et le comportement entrepreneurial mais également la nature du leadership, le succès managérial. Les travaux de Mc Clelland D. (1961) ont essayé de faire comprendre le système de valeurs et les motivations de l'entrepreneur. Mc Clelland a révélé deux dimensions essentielles qui détermineraient un comportement d'entrepreneur : le besoin d'accomplissement et le besoin de puissance. Le besoin d'accomplissement pousse un individu à être responsable de la solution de ses problèmes et, par conséquent, à se fixer lui-même les objectifs aptes à l'épanouir. Le besoin de puissance, moins étudié, passerait par une volonté plus ou moins explicite d'occuper une place prédominante dans un système.¹ Son projet de recherche ne vise pas à établir un lien significatif entre le besoin d'accomplissement et la création d'une entreprise, mais bien à démontrer l'effet d'un tel besoin sur le développement économique des nations.

Les motivations entrepreneuriales ont aussi été étudiées par Alan Shapero (1975). Il démontre que la décision d'entreprendre est corrélée au contexte dans lequel l'entrepreneur se situe. Shapero a observé que la plupart des entrepreneurs ont subi un « accident » dans leur vie personnelle et professionnelle, il parle de « déplacement » : licenciement, insatisfaction dans le travail, divorce, deuil, maladie, créant chez l'individu ce « déplacement » qui le conduit à entreprendre. Cette notion de déplacement issue de l'approche psychanalytique, se rapproche de la notion de résilience, déjà évoquée. Elle ouvre la porte à une vision non plus uniquement fonctionnelle, mais contingente, de l'entrepreneur.²

¹ **TESSIER D'ARGENT Christel**, Les entrepreneurs par nécessité : d'une dichotomie simplificatrice à un continuum complexe : définitions et typologie des entrepreneurs par nécessité : étude de la dimension effectuable des processus de création par nécessité, Gestion et management. Université Grenoble Alpes, 2015. P42

² Ibid, p43

Chapitre II :
Travail, emploi, chômage
et leur structure en Algérie

Préambule :

Si le travail est un droit, l'emploi est une nécessité. Dans la plupart des pays du monde, il s'agit là d'une règle fondamentale appliquée et acceptée par tous¹. Le chômage donc est un déficit de toutes les économies du monde, aucune société, quel que soit son niveau de développement économique, ne se trouve à l'abri de ce phénomène qui devient un thème majeur des discours politiques, économiques et sociaux. La maîtrise de ce phénomène conditionne la paix sociale et garantit les conditions de progrès économique, de même que sa gestion est devenue un étalon de la réussite des politiques économiques et de la stabilité des pouvoirs publics.

Durant ces dernières décennies, la population algérienne a rencontrées une augmentation de son rythme de croissance. Cette tendance démographique a sans doute touché la progression de la population active et la configuration du marché du travail lequel a connu une transformation importante dans sa structure.

D'autre part, l'insuffisance de l'offre d'emploi aggravée par une demande additionnelle de plus en plus importante, a provoqué une importante pression sur le marché de l'emploi. Dans ce chapitre, on définira le chômage, mais on ne peut pas évoquer le chômage sans aborder la notion du travail et sa valeur ainsi que la notion de l'emploi. On consacra une petite section pour le travail emploi et chômage, sa définition ainsi que sa genèse, l'invention du chômage. Et dans la deuxième section on s'intéressera, en premier lieu à la structure et l'évolution du chômage en Algérie depuis l'indépendance à nos jours. Ensuite on abordera, la situation la causes et les effets du chômage en Algérie.

¹ **LECLERC Yvon**, Battre le chômage, Les éditions du Septentrion, Québec, 1994, p9

Section 01 : Travail, emploi et généralité sur le chômage.

1. Le travail :

Dans une définition extensive, le travail est toute activité humaine, difficile et porteuse de transformation, et dans une définition plus restreinte, il est comme une participation rémunérée, à la production de biens et de services (économie).

Le travail est devenu la plus importante machine à produire de l'identité sociale, même si elle n'est plus la seule valeur à la base de la construction identitaire. Aujourd'hui¹, « le travail est pour le plus grand nombre la forme obligée d'activité pour accéder aux ressources matérielles et immatérielles nécessaires pour vivre dans nos sociétés² » une source de richesse et de considération. Par le travail, on peut acquérir une situation, une position, un statut, une respectabilité. Il a deux visages, d'un côté la servitude et la souffrance et de l'autre la libération et la réussite. Cette dualité contradictoire est l'expression de la multi dimensionnalité du travail :

Il représente une activité, qui nécessite un certain *savoir faire* à travers lequel s'accomplit une tâche, plus ou moins valorisante

Il apporte des avantages en nature financiers qui offrent des moyens de subsistance et qui mesurent la valeur du travail effectué en terme d'*avoir*. Ce que l'on appelle la rémunération, qui est une composante importante du travail.

Enfin, le travail confère une identité. Il est au fondement de l'existence sociale en termes d'insertion comme intégration. Il spécifie l'*être* social de chaque individu au regard de sa place dans la société. Il est un facteur de développement personnel et de construction de soi³.

♦ Le faire : travailler, c'est produire

Le travail peut se définir comme un acte, qui se caractérise en premier lieu, par la production concrète de biens et de services.

¹Étymologie : Le mot « travail » vient du mot latin « *Tripalium* », qui signifie « instrument de torture » composé de trois pieux, pendant des siècles le travail a été imposé aux esclaves et aux pauvres. Le terme travail a été longtemps associé à la souffrance et à la peine. Donc, le travail n'a pas toujours eu sa valeur actuelle. Les perceptions que l'on a du travail ont changées.

²FREYSSENET M. Quelques pistes nouvelles de conceptualisation du travail, in *Sociologie du travail*, Hors série 94, Montrouge, Dunod, 1994, p 117

³ DE GAULEJAC Vincent. Travail, les raisons de la colère. Editions du Seuil, Paris, 2011. P27

♦ L'avoir : travailler, c'est subvenir à ses besoins

L'avoir est un aspect essentiel du travail, par tout ce qu'il permet d'obtenir comme éléments nécessaires pour subvenir à ses besoins. Avoir un emploi, un salaire, une formation, des compétences, une protection sociale, une place dans une organisation, des relations, autant d'éléments nécessaires pour vivre dans les sociétés contemporaines. Donc le travail est indispensable pour avoir une existence sociale reconnue. Il est une activité effectuée en vue d'obtenir un certain nombre de rétributions en argent ou en avantages divers. Pierre Bourdieu parle à ce propos des « Capitaux » afin d'élargir à d'autre champ une notion qui était au départ exclusivement économique. Le travail ne représente pas seulement un intérêt, il n'apporte pas seulement de l'argent mais pleins d'autres capitaux qui fondent l'existence sociale :

Capital économique, qui comprend les revenus qui prennent différentes formes (Les salaires, les biens mobiliers, les honoraires pour les professions libérales...etc.) Capital social, qui dépend de la nature de l'emploi occupé (Statut, place dans l'organisation, réseaux sociaux ...etc.) Capital culturel, qui s'acquiert par le développement de compétences, l'expérience, la maîtrise du savoir faire. Et enfin le capital symbolique, qui est attaché à la catégorie socioprofessionnelle et à la reconnaissance sociale. Ce capital est au fondement de l'estime de soi et l'estime des autres.

L'emploi est un vecteur de l'ensemble de ces capitaux. Celui qui le perd ne perd pas seulement un revenu, il est dépossédé d'un ensemble d'éléments qui lui sont attachés. Dans les sociétés contemporaines. Le travail est associé à l'emploi comme facteur essentiel de l'insertion sociale.

♦ De l'avoir à l'être : travailler c'est/ pour exister

Ce passage de la possession à l'existence a été mis en évidence par Karl Marx à propos de l'argent (Le Capital 1848) La puissance de l'argent tient dans cette alchimie qui permet au possesseur de s'attribuer des qualités qu'il possède¹. L'essentiel n'est plus tant d'avoir un travail que d'exister par le travail.

¹ Ibid. P 33

2. L'emploi :

La notion d'emploi à toujours était associée à la notion du travail, mais il faut savoir qu'elles ne sont pas équivalentes (Ne pas confondre entre demande de travail et demande d'emploi¹). L'emploi institutionnalise le travail. Une personne est pourvue d'un emploi dès lors qu'elle effectue un travail rémunéré pendant une période de référence. Ce travail doit être d'une durée d'une heure au moins. Pour Bourdieu « Avoir un emploi c'est exercer une activité professionnelle rémunérée, en premier lieu désigne l'ensemble de la population occupée, le volume d'emploi dépend alors de la population occupée et de la durée du travail. En second lieu l'emploi désigne l'ensemble des normes juridiques et sociales institutionnalisant la participation des individus à l'activité productive »²

3. Généralités sur le chômage :

3.1. Définition :

Après avoir défini et montré la valeur du travail et tout ce qu'il permet, nous pouvons aborder la notion du chômage, qui est l'absence ou la non possession d'un emploi.

Le chômage représente l'ensemble des personnes sans emploi, disponibles pour travailler et qui sont effectivement à la recherche d'un emploi. Certains auteurs le définissent comme la situation de tout travailleur qui, ne pouvant et voulant occuper un emploi soumis à un contrat de travail, se trouve sans travail et dans l'impossibilité, par suite de l'état du marché du travail, d'être occupé dans un tel emploi³.

Le chômage n'est pas uniquement le non-emploi ou le non-travail. Il fait intervenir les aptitudes ou les capacités d'un individu, son statut, et aussi les institutions notamment administratives, dont il fait partie.

¹ Demande du travail \neq demande d'emploi (les demandeurs d'emplois sont les futurs employés qui vendent leurs force de travail en contrepartie d'une rémunération et les demandeurs de travail c'est les employeurs qui cherchent à recruter une main d'œuvre) ce qui veut dire que demande d'emploi = offre du travail et offre d'emploi = demande du travail.

²BOUDON Raymond et BESNARD Philippe et autre. op cit. p84

³ Comte M., Besson J. L., « Les trois âges du chômage », in L'observé statistique, J. L. Besson, L. Abdelmalki (Edition). 1989. p3

3.2. Genèse du chômage :

La notion du chômage est apparue au 18^{ème} siècle (XVIII^e) grâce aux travaux et aux explications théoriques des économistes qui mobilisent à dévoiler la situation économique et sociale de cette époque, se sont des modèles économiques capitalistes et socialistes. A cette ère, les expressions "chômeurs" et "chômage" n'existent pas. On parle des "pauvres", "indigents" et "mendiants" pour désigner ceux qui ne peuvent subsister sans l'aide d'un secours, que celui-ci soit assumé par l'Eglise ou par les communes et l'Etat. Ces termes, font indexe à l'absence de ressources, non à la privation d'emploi.

L'invention du chômage est liée à l'émergence d'une relation salariale, appuyée sur le contrat de travail, institutionnalisée et collective ainsi qu'aux transformations des modes de production industrielle. Le chômage est considéré comme volontaire jusqu'au début du XIX^e siècle, durant cette période, il devient du fait de son ampleur un problème aux deux volets économique et social suscitant des débats divers. Au cours de ce siècle, le verbe « chômer » entre dans le langage courant, mais pour désigner toute interruption d'activité entraînant la perte de salaire, quelle qu'en soit l'origine. Les années 30, étaient bien caractérisées par une crise économique dont la catégorie de chômeur ne cesse de s'émerger et dont la mesure des effets du chômage et la croissance du nombre des chômeurs sont incertaines¹.

3.3. Différentes formes du chômage :

Chômage structurel : Désigne un déséquilibre sur une longue période entre offre et demande d'emploi, dû à une crise économique ou à une importante augmentation de la productivité du travail sans accroissement correspondant des débouchés.

Chômage conjoncturel : C'est celui qui est lié aux variations de l'activité économique. En période d'expansion, il sera voisin de zéro. C'est la surchauffe. En période de récession, il ira en se développant jusqu'à atteindre les taux de vingt au vingt-cinq pour cent de la population active constatée dans divers pays lors de la grande dépression des années 1930².

¹ **DEMAZIERE Didier.** La sociologie du chômage, Édition la Découverte. Paris, 1995. P7

² **AKOUN ANSART Pierre,** Dictionnaire de sociologie, édition Seuil, Paris, octobre 1999, p74.

Chômage frictionnel : Lorsque le faible taux de chômage deux à trois pour cent a pour cause essentielle une inadéquation qualitative entre les offres d'emploi et les qualifications proposées par des demandeurs d'emploi. «Ce type n'est pas obligatoire ; dans la fonction publique, par exemple, le fonctionnaire qui change d'affectation n'est pas mis en chômage pour autant, même si l'on n'a momentanément aucun travail à lui donner. Mais une telle obligation d'emploi ne s'impose pas à la collectivité des entreprises. Elles rejettent donc sur le marché les travailleurs dont elles n'ont plus besoin, à charge pour ceux-ci, avec l'aide éventuelle des institutions publiques, de trouver un nouvel emploi»¹.

Chômage technique : Caractérise une situation de chômage partiel, avec une réduction imposée des horaires de travail par l'employeur en raison de la faiblesse des débouchés ou des difficultés d'approvisionnement ; le chômage technique est partiellement indemnisé (selon les pays) par l'employeur et par l'état.

Chômage de longue durée : Correspond à une période continue de chômage, supérieure à douze mois à partir de laquelle les chances de retrouver un emploi diminuent tandis que les conditions de vie sociales et psychologiques des individus se dégradent, le chômage de longue durée croit dans les situations de chômage structurel et touche plus particulièrement les travailleurs âgés².

Chômage technologique : L'accélération des mutations technologiques contribue à faire évoluer les demandes de qualification, la nature des postes de travail et le volume d'emplois nécessaire. Le chômage résulte parfois d'une inadéquation ou d'une inadéquation entre les emplois disponibles et les emplois souhaités, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Le chômage technologique rappelle que sous l'effet des innovations, des activités seront détruites et des salariés licenciés.

Chômage saisonnier : Il est lié aux variations d'activité au cours de l'année dans certains secteurs économiques (exemple : le tourisme) et chômage technique, subi par des travailleurs

¹ FOURNIER Jacques et QUESTIAUX Nicole, Traité du social, 5^{ème} édition, éd Dalloz, Paris, 1989, p341.

² AKOUN ANSART Pierre, op.cit, p73.

dont les moyens de production sont devenus inutilisables, sont à classer parmi les causes secondaires du chômage¹.

Chômage cyclique : Il est lié à une baisse de la dépense et la production nationales et à l'entrée de l'économie dans une période de récession ou de dépression. L'augmentation du chômage constitue, en fait, l'un des principaux indicateurs de la gravité de ces phénomènes, ce type de chômage est celui contre lequel les politiques monétaires et budgétaires nationales sont destinées à lutter².

Chômage volontaire: Correspond à la situation des individus qui refusent de travailler pour un salaire qu'ils jugent trop bas.

Chômage involontaire: Est celui qui est indépendant du mécanisme des prix ou l'absence de la flexibilité des salaires à la baisse³.

3.4. Typologie du vécu du chômage:

Dominique SCHNAPER, dans « l'épreuve du chômage » décrit trois types d'expériences du chômage. Elle s'efforce de repérer pour chaque forme la nature des comportements et sentiments vécus, mais aussi, de lier les particularités de ces réactions au profil sociologique des individus, et à la place et rôles de l'emploi dans leur vie. Les types de vécu enregistrés par cet auteur sont les suivants :

Le chômage total : Il touche les ouvriers et les employés, surtout les hommes adultes. Le chômeur total fait un constat amer de sa situation. Le chômage est vécu comme une humiliation, car il provoque la perte irrémédiable du statut social, ceux qui vivent ce chômage s'éloignent progressivement des rythmes collectifs, accompagnée d'un sentiment de vide, d'inutilité et solitude qui peut devenir un facteur de désocialisation. Les chômeurs total ne

¹ BENASSY-QUERE Agnès et autres, Politique économique, 2^{ème} édition De Boeck, Paris, 2009, p239.

² CHEHRIT Kamal, L'économie de marché, Qu'est-ce qu'une économie de marché ?, édition Grand-Alger-Livres, Alger, 2007, p44.

³ SILENO Ahmed et ALBERTINI Jean Marie, Lexique d'économie, 7^{ème} édition, éd Dalloz, Paris, 2002, p127.

s'adonnent pas ou très peu à des activités de loisirs car ils se sentiraient coupable de faire cela durant les horaires normalement consacrés au travail¹.

Le chômage différé : On peut le considérer comme une étape intermédiaire par laquelle passent certains cadres avant d'en arriver au chômage total. Il concerne surtout les cadres ayant un niveau de diplôme élevé et en chômage depuis peu de temps. Ces derniers semblent plus affectés que les autres groupes par la crise de conscience et la remise en cause de l'identité personnelle². Ces chômeurs s'investissent dans de nouvelles activités comme la formation, la recherche de l'emploi ou des activités de loisirs. L'importance variable de la durée du chômage peut déboucher sur une réinsertion plus ou moins rapide et satisfaisante; le chômage est alors de conversion. Dans le cas contraire, il devient un chômage répétitif ou d'exclusion.

Le chômage inversé : est assez proche de la représentation courante du chômage volontaire³. Il regroupe deux vécus forts proches. Le premier, chômage comme vacances de rentiers provisoires. Il concerne souvent une population de femmes jeunes, faiblement qualifiées, qui n'ont pas totalement intériorisé les valeurs du travail. Le chômage est considéré comme une période de vacances dont on tire profit : voyages, sports, lectures, etc. Elles ne se sentent pas coupable de ce chômage. Le deuxième, chômage comme vie d'artiste⁴. Ces chômeurs ne sont pas encore entrés dans le monde du travail. Pour d'autres, plus qualifié, le chômage est l'occasion de vivre des activités de substitution, artistiques par exemple. Ces chômeurs inversent les valeurs liées au travail et au chômage. Ce chômage, il est même choisit. Voire valorisé par le temps libéré qu'il procure, pour les activités personnelles. Pour eux, le travail banalisé est aliénant; ils lui préfèrent un travail plus social, enrichi par le contact des autres, par des expériences intellectuelles et culturelles nombreuses.

Ces différentes logiques peuvent nous aider à rendre compte des expériences vécues par les jeunes de notre échantillon.

¹SCHNAPPER Dominique. L'épreuve du chômage, édition Gallimard, Paris, 1981. P 184

²DEGRAVE Patrick. SCHNAPPER Dominique, L'épreuve du chômage. In: Revue française de sociologie, 1984, 25-3. pp. 496 ; https://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1984_num_25_3_3833 (consulter le 24/04/2018)

³ Ibid., p 496

⁴ SCHNAPPER Dominique, op cit. p 187

Section 02 : La problématique du chômage en Algérie.

En Algérie, le chômage demeure une difficulté majeure, où diverses franges de la population sont infectées par ce phénomène et les différentes initiatives de l'Etat pour lutter contre ce dernier. Pour mieux comprendre cette situation en Algérie, il est nécessaire de mettre l'accent sur les changements qu'a connus l'Algérie depuis l'indépendance. Cette section sera l'objet, en premier lieu on abordera l'évolution du chômage en Algérie, ses causes et conséquences, ainsi que ses effets.

Le chômage en Algérie reste un problème majeur, où diverses catégories de la population sont contaminées par ce phénomène et les différentes interventions de l'Etat pour lutter contre ce dernier. Pour mieux comprendre cette situation éphémère en Algérie, nous proposons dans cette section, en premier lieu, une lecture historique de l'évolution du chômage en Algérie à partir de l'indépendance. Trois périodes distinctes peuvent être construites : une première période commençant au milieu des années 1960 et s'étend jusqu'au milieu des années 1980, caractérisé par un processus de développement important, basé surtout sur les ressources tirées des hydrocarbures et un chômage enregistrant des taux les plus bas ; la deuxième période débute précisément en 1986 et se termine en 1999, marquée par une dégradation total du marché du travail et une montée du chômage lors de la décennie noire. Et enfin la troisième période observée à partir de 2000 couvrant la phase d'après le plan d'ajustement structurel PAS, distinguée par le retour à l'emploi et la baisse du chômage. En deuxième lieu, les principaux facteurs qui alimentent le chômage et ses effets.

1. L'évolution du chômage en Algérie :

Le chômage commença à se manifester de manière prononcée en Algérie à partir de 1986 suite à la crise économique engendrée par l'effondrement du prix du pétrole. L'Algérie est passée depuis l'indépendance par des périodes assez importante concernant le marché du travail. Il y'a eu des mutations considérables que ce soit du point de vue économique ou démographique ; la population algérienne est passée de 10 millions à 22,5 millions d'habitants après l'indépendance.

De 1962 à 1985 : Après l'indépendance le chômage à atteint 70% ce qui se traduit par, plus de 2 millions de chômeurs. Il y a eu une baisse très importante de ce taux, durant cette

phase, passant de 70% en 1962 à 11% en 1985¹. Cette diminution est due à l'intervention de l'Etat, aux investissements publics massif qui ont engendré l'augmentation des embauches. Les facteurs qui sont à l'origine de cette baisse du chômage sont le recrutement massif des entreprises publiques, celles-ci recrutaient beaucoup plus que leur besoins réel. Le marché de travail répondait à une demande exclusivement masculine. En plus, à l'époque, la participation des femmes à la force du travail était négligeable². Elles n'ont pas intégrées le marché du travail comme à l'heure actuelle. Dès 1985, cette évolution allait connaitre une tendance inverse que la phase précédente.

De 1986 à 1999 : De là il y a eu un ralentissement de la dynamique de l'emploi qui à provoquer une baisse rapide du rythme d'accroissement. Cette phase se caractérise et s'explique par l'arrêt des investissements publics qui ont lieu après l'indépendance, suite au choc pétrolier (effondrement du prix du pétrole) puisque l'Algérie à une certaine dépendance au secteur d'hydrocarbures. Ceci est aussi dû aux rythmes abusifs des dépenses publiques. Les entreprises fonctionnaient au ralenti. Désormais la crise s'installe, va rapidement s'aggraver, au sous-investissement industriel qui ne permet plus la création d'emplois. Le chômage s'explode, en passant de 11% 1985 pour atteindre le double (22%) en 1987 et dépasse les 23% en 1992 et atteint les 30 % à la fin de cette période (en 2000)³. Le PIB baisse, le poids de la dette s'accroît et les premières mesures d'austérité sont prises. Les entreprises ne recrutaient plus. Le monde du travail a subi durant cette phase, d'importants changements résultants des reformes spécifiques, mais aussi des conséquences de des reformes menées dans d'autre secteurs. En 1990 la législation du travail à été modifié pour introduire dans les relations au travail, une plus grande flexibilité avec principalement la fixation des salaires et des conditions de travail entre les partenaires sociaux de l'entreprise, la contractualisation de l'emploi et le licenciement pour des raisons économiques. En 1994, les pouvoirs publics ont prévus la compression des effectifs dans les entreprises étatiques, ainsi adopter une mesure de protection sociale et d'assurance chômage pour les concernés par le licenciement et instauré des mesures permettant la retraite anticipée. Le chômage ne cesse de s'aggraver jusqu'à ce qu'il atteint 30% en 2000 selon l'ONS.

¹ Statistiques fournis par l'Office National des Statistiques www.ons.dz (consultez le 15/05/2018)

² LASSASSI Mounir et HAMMOUDA Nacer –Eddine, 50 ans d'indépendance : quelle évolution de la situation du marché du travail en Algérie ? Les cahiers du CREAD n°100-2012, P 108 (101- 134)

³ www.ons.dz (consultez le 15/05/2018)

De 2000 à 2017 : la fin de la décennie noire a été un début d'une autre décennie mélangée d'un grand projet du gouvernement et un calme politique. Cette période est une des phases les plus importantes de l'économie du marché là où il ya eu une forte intervention de l'Etat sur le marché de l'emploi et ceci à travers diverses politiques de l'emploi (ANEM, DIPJ,...). En effet, le taux de chômage a été fortement réduit en cette période, Il est passé de 29,3% en 1999 à 11,8% en 2007 puis 11,3 % en 2008 et 10,2 % en 2009¹. Il a atteint son niveau le plus bas avec 9% en 2012, ceci est dû aux diverses politiques effectuées par l'Etat (les politiques de l'emploi et de la création de micro entreprise...). Par contre, ce taux à recommencer sa dynamique négative. La population en Chômage au sens du BIT, est estimée à 1 508 000 personnes, le taux de chômage a atteint 12,3% en Avril 2017 au niveau national, avec une hausse de 1,8 point par rapport à septembre 2016 (10,5%) selon l'Office national des statistiques (ONS). Cette hausse est imputée essentiellement à l'augmentation du volume de la population à la recherche d'un emploi au cours de cette période².

2. Les facteurs qui alimentent le chômage :

Le chômage peut avoir des raisons multiples qui sont à l'origine de ce phénomène. Les économistes ainsi que les sociologues étudient le chômage afin d'identifier ses causes qui l'engendre. De ce fait, deux types de facteurs ou causes majeures du chômage sont enregistrés :

2.1. Causes directes :

Les facteurs expliquant la hausse du taux de chômage qui touche la population active algérienne, on distingue les causes qui se manifestent directement sur les emplois créés³ :

- ◆ L'arrêt ou la clôture anticipée des chantiers ou des projets d'investissement, ce qui se traduit par l'entrée en chômage de l'ensemble du personnel qui y travaillait.
- ◆ La fin des contrats à durée limitée ou déterminée. Cependant les employeurs cherchent à se débarrasser automatiquement de leurs employés

¹ **BOURICHE Lahcene**, Les déterminants du chômage en Algérie : une analyse économétrique (1980-2009), Thèse de doctorat en sciences économiques, option : économie de développement, Université de Tlemcen, 2012-2013, p88

² Ibid.

³ **ARHAB Baya**. Les effets sociaux de la mise en application du PAS. Les cahiers de CREAD N °46/47, 4ème trimestre 1998 et 1er trimestre 1999, P20.

- ◆ Les licenciements collectifs ou individuels, pour la majorité, ils sont la conséquence du programme d'ajustement structurel (PAS) imposé par le FMI en 1994 politique qui recommande la fermeture des entreprises nationales défailtantes.
- ◆ La démission ou le chômage volontaire, qui peuvent être une conséquence de la dégradation des conditions sociale des travailleurs ou des entreprises.

2.2. Causes indirectes :

Dans cette catégorie de causes se présente les causes structurelles et conjoncturelles.

a) Les causes structurelles : se résument-en :

La carence du dynamisme de secteur productif existant, qu'il s'agisse du secteur industriel ou agricole. il est notoire que l'économie Algérienne est axée a hauteur de 97% sur les hydrocarbures. Le reste des secteurs économiques est donc déshérité, ces deux secteurs n'ont pas fait preuve dans le système productif de la flexibilité normalement requise par le marche du travail. non seulement les entreprises n'ont pas été en mesure de dégager un autofinancement susceptible d'élargir les capacités productives existants, mais elles n'ont même pas été en mesure de maintenir dans la durée des activités de maintenances et de services après vente qui auraient pu absorber leur part de chômage. Ainsi que Le ralentissement et même dans beaucoup de cas, l'arrêt des investissements productifs.

b) Les causes conjoncturelles :

Elles sont multiples :

- ◆ La croissance démographique, la population algérienne est passée de 25 millions à plus 35 millions, faisant ainsi augmenter la population active de 6 millions à 9,5 millions entre 1991 et 2007.
- ◆ Le retour des retraités sur le marché du travail, qui assimilé dans les manifestations psychologiques puisque l'allocation de la retraite ne couvre pas tout les besoins de la vie quotidienne.
- ◆ Le progrès technique : l'évolution de la science et le développement des nouvelles technologies, et la généralisation de l'utilisation des machines au détriment du travail manuel dans la réalisation de travail, écarte la main d'œuvre et l'envoi au chômage.

- ◆ La dépendance au secteur des hydrocarbures : le déséquilibre intersectoriel provoque du chômage. L'économie algérienne est caractérisée par la dépendance au secteur des hydrocarbures. Selon l'ONS 97% des exportations algériennes proviennent du secteur des hydrocarbures en 2010 et 2011, au détriment des autres secteurs, notamment l'agriculture et l'industrie des biens de consommation.
- ◆ L'application du Plan d'Ajustement Structurel (PAS) : consécutivement à l'application des réformes du PAS, l'économie algérienne a connu des périodes de récession dont les répercussions négatives affectent le tissu social. Le plan de restructuration s'avéra mauvais sur le plan social. La facture de l'adoption de cette politique par l'Etat algérien a été, la fermeture de plus de 1300 entreprises au cours de la deuxième moitié des années 1990.¹
- ◆ L'entrée massive des femmes sur le marché du travail : l'Algérie a connu un grand changement socioculturel qui est le résultat de la généralisation de l'éducation et sans discrimination entre garçons et filles dans le domaine de l'éducation et de l'accession au travail. Cela a encouragé les filles à étudier. Elles sont devenues majoritaires dans l'enseignement supérieur. L'entrée des filles à l'université implique leur entrée en masse dans le monde du travail².
- ◆ L'inadéquation des qualifications et des formations proposées par les universités algériennes avec les besoins du marché.
- ◆ L'emploi des étrangers : Les entreprises Algériennes font appel à la main d'œuvre étrangère vu qu'elle est moins coûteuse et plus compétente, pour les accompagner dans leurs développements sur un marché de plus en plus concurrentiel.

3. Les effets du chômage en Algérie :

Le chômage a engendré des conséquences désastreuses, que ce soit sur l'économie en général et sur la société.

3.1. Les effets économiques du chômage :

Parmi les effets économiques il faut noter³ :

¹ ONS, Op cit

² BOUFELDJA Ghat, *Culture de travail et entrepreneuriat en Algérie*, Coll. Sociologie, Edition PUBLIBOOK, 2014. P14

³ ARHAB Baya, « Contribution à la réflexion sur la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage en Algérie : étude analytique et empirique », Thèse Doctorat en science économiques, Université de Bejaia, Juillet 2010, p 240

- ♣ La faible utilisation des ressources humaines, ce qui revient à dire un manque à gagner pour l'économie algérienne.
- ♣ La démoralisation et l'irresponsabilité, qui ont des effets non seulement à l'intérieur de l'économie nationale, mais aussi qui aboutissent à l'apparition du phénomène de *la fuite des cerveaux* qui est devenu une réalité en Algérie. Selon une étude du CREAD reprise dans la presse, 40 000 chercheurs auraient quitté l'Algérie entre 1996 et 2006
- ♣ Essor de l'emploi informel et même des activités illégales, léthargie du système de production, incapacité du pays à satisfaire ses besoins les plus importants¹.
- ♣ Réduction de la consommation ; les chômeurs réduisent leur pouvoir d'achat à cause des contraintes financières.

3.2. Les effets sociaux du chômage :

Le chômage en Algérie a engendré la réduction du niveau de vie des familles et l'apparition de la pauvreté, ce qui pousse tous les membres de la famille à travailler même ses membres les plus jeunes, afin d'élever les revenus et améliorer leurs conditions de vie.

Le travail relie à l'individu par ces structures de la journée, offre des contacts sociaux hors du cercle familial, donne le sentiment de participer et procure un statut social et une identité.

Le chômage est l'un des problèmes qui font apparaître d'autres problèmes sociaux, la probabilité de la vulnérabilité du noyau de la société «famille» augmente avec l'augmentation du nombre des chômeurs au sein de la famille. Par conséquent la difficulté de scolarisation des enfants s'accroît rapidement, ainsi le problème des maladies qui touchent les gens en chômage (le désarroi psychologique, diabète, cancer, les problèmes cardiaques) et la difficulté de paiement des soins.

Défaut de maîtrise du problème par les pouvoirs publiques, le taux de chômage demeure élevé à compter des années quatre-vingt, l'introduction de la loi de 1990 mit la fin à l'emploi permanent et la fixation de nouvelles sortes de rémunération, introduit le contrat à durée

¹ ZERKAK Sabrina et MEKHMOUKH Sakina, La question du chômage et de la promotion de l'emploi en Algérie, Article publié dans l'université de Bejaia, p6, (consulté le 20/05/2018)

déterminé comme l'une des règles du travail en Algérie, l'emploi devient non garanti, dépourvu de la valeur de la réussite sociale.

Le chômage est l'un des problèmes sociaux qui produisent d'autres effets et des situations dramatiques dans la société, il bouleverse toutes les normes qui conduisent à la réussite sociale. L'école qui est considérée un moyen de la réussite sociale elle a également souffert de la surcharge des effectifs et de l'échec scolaire, tous les diplômés délivrés ne servent à rien ; les exclus et les diplômés se trouvent dans la même situation (le chômage), des ingénieurs, sociologues, économistes et des juristes, sont forcés d'être orientés vers des activités qu'ils pratiquent en noir sans aucune protection sociale, sorte qui dévalorise leurs diplômes. Même le mariage est devenu tardif conduit à leur fécondité et le recul du taux de natalité.

Le chômage des jeunes conduit à leur désintégration dans la société, chose qui mène à l'émigration vers d'autres pays de l'occident surtout les diplômés qui vont à la recherche d'un travail et aussi l'apparition du phénomène de l'émigration clandestine dans ces dernières années, et d'autres fléaux sociaux tels que la consommation de drogue qui frappe de plein fouet la population jeune¹, ainsi que la délinquance, la corruption, le vole etc.

3.3. Les effets psychologiques du chômage :

Les effets psychologiques du chômage touchent la santé physique et psychique du chômeur. L'identité et l'équilibre psychique d'un individu étant dépendants de la pratique quotidienne d'une activité professionnelle, le licenciement provoque un effondrement de sa personnalité.

Le chômage amène à une réduction des activités sociales, à une démoralisation des repères temporels, à des conflits familiaux, à la démoralisation, la dépression... Au bout d'une longue période d'inactivité, certains de ces chômeurs se réfugient dans l'alcoolisme, ces effets sont négatifs du chômage.

L'impact du chômage sur la santé psychologique de l'individu du moment que la perte d'emploi est un événement traumatisant, qui génère du stress et des conséquences négatives. La personne privée d'emploi se sent inutile pour sa famille et la société et marginalisée, car elle se sent inférieure par rapport à ceux qui travaillent. La privation d'emploi constituerait

¹ MUSETTE Mohamed Saib, La Société Sociale en Algérie : Monde Arabe Maghreb-Machrek, trimestriel no167 janvier-mars, France, 2000, p93.

donc une situation qui entraîne de lourdes pertes pour l'individu en privant d'une activité qui assure des fonctions importantes¹.

De façon générale, l'absence d'emploi serait en elle-même préjudiciable au bien-être psychologique. La perte d'emploi signifie très souvent une perte de contrôle sur la vie professionnelle² et même personnelle.

Conclusion du chapitre :

On conclut que le travail est une valeur importante dans la vie de chaque individu pour vivre et survivre. Son absence engendre des maux que ce soit sur le plan macro économique ou micro sociologique. Le chômage est mal vécu par les jeunes algériens, il agit sur le psychique de la personne. De ce fait, le chômage n'est pas survécu par hasard chaque fait à certainement une ou de multiples causes. Et pour y remédier à ce phénomène, il faut bien cerner les facteurs qui l'alimentent. Par là, l'Etat algérien, a fait une intervention sur le marché du travail au cours de la troisième période de l'évolution du chômage en Algérie, en mettant à la disposition des jeunes de différentes politiques de promotion de l'emploi et de la création de la micro entreprise en vue de l'absorption du chômage.

Il est considéré comme la préoccupation et le souci capital chez les jeunes citoyens ainsi que les pouvoirs publics, il est donc un problème réel qui touche toutes les couches sociales à travers toutes les nations. Ce phénomène a touché plus de 12% de la population active en Algérie durant l'année 2017. A cet égard, des politiques et des programmes de lutte sont devenus indispensables pour pouvoir faire face à la progression massive de ce fléau.

Suite à l'ouverture économique l'entrepreneuriat et la micro-entreprise en Algérie a acquis pleinement leur place sur la scène économique nationale grâce notamment à sa concrétisation par l'encouragement de l'Etat et la mise en place des nouveaux dispositifs d'aide à la création de micro-entreprise et à la promotion de l'emploi.

¹ **LOUCHE Claude.** Psychologie sociale des organisations, édition Armand Colin, Paris, 2002, p90.

² **STÉPHANIE Jean.** La perception de contrôle, l'estime de soi, édition Presse université du Québec, Québec, février 1999, p20.

Chapitre III :
***Entrepreneuriat, création
d'entreprise et la lutte
contre le chômage en
Algérie***

Préambule :

Depuis l'ouverture économique l'évolution du chômage dans les années 90, l'Algérie a affiché des discours d'encouragement et d'ouverture à l'entrepreneuriat privé. Après de longues années de prohibition, l'Etat algérien a complètement modifié son comportement vis-à-vis de l'investissement privé¹. En Algérie, Comme dans d'autres pays, les TPE et PME constituent la grande partie du tissu économique, bien que l'importance accordée à celle-ci ne soit pas récente. Ainsi les résultats ne sont apparus qu'à partir des années 2000, après une série de mesure d'accompagnement des entreprises pour les amener à acquérir une capacité suffisante de compétitivité et essayer de freiner le chômage.

Dans le présent Chapitre, nous évoquerons la création d'entreprise et les politique de lutte contre le chômage en Algérie. Mais d'abord, nous commencerons par définir l'entrepreneuriat monter son importance ainsi que la création d'entreprises et les déterminants de sa réussite. Après, nous essayerons de présenter la micro entreprise et ses objectifs. Enfin, quelques dispositifs publics d'aide à la création d'entreprises en Algérie et les autres structures d'appui et d'accompagnement.

Section 01 : Entrepreneuriat et création d'entreprise

La création d'entreprise et, d'une façon plus large, l'entrepreneuriat sont à présent unanimement reconnues comme étant des phénomènes comme vitaux pour la société, par leurs contributions à la régénération et à l'essor de l'économie. L'entrepreneuriat est un champ disciplinaire à part entière. Il a rencontré un développement nécessaire et un intérêt grossissant depuis les débuts des années 80 et 90 avec une multiplication de travaux et la création de revues académiques. L'étude de ce champ est à ce jour au cœur des discussions de nombreuses nations dans le monde. La création d'entreprise s'est avéré un moteur de développement économique et social de plusieurs pays.

¹ FERFERA M.Y., AKNINE R., *entrepreneuriat et création d'entreprise en Algérie: une lecture à partir des dispositifs de soutien et d'aide à la création des entreprises*, Revue des Sciences Économiques et de Gestion N°14 (2014), p65.

1. Définition de l'entrepreneuriat :

Le débat sur la définition de l'entrepreneuriat à pris plusieurs aspects, en effet l'entrepreneuriat est un phénomène complexe et diversifié qui signifie beaucoup de choses, au cours de ces dernières années.

D'après Fayolle et Filion : « L'entrepreneuriat c'est le processus par lequel des personnes prennent conscience que le fait de posséder leur propre entreprise constitue une option ou une solution viable, ces personnes pensent à des entreprises qu'elles pourraient créer, prennent connaissance de la marche à suivre pour devenir un entrepreneur et se lancent dans la création et le démarrage d'une entreprise¹ »

Pour Julien et Marchesnay : « Le vocabulaire d'entrepreneuriat dans la littérature tourne généralement autour de trois concepts : l'entrepreneur, l'esprit d'entreprise, et la création d'entreprise². » Puisque cet auteur parle de l'entrepreneur, ce dernier est avant tout un réalisateur de projet, quelqu'un qui, dans la société, perçoit une opportunité et imagine une façon de répondre à ce besoin avant que d'autres ne le fassent c'est une personne qui est face à une situation problématique, développe un projet, une vision qui transforme le problème en une occasion d'affaire³. Marchesnay évoque aussi le concept de l'esprit d'entreprise dans la définition de l'entrepreneuriat. L'esprit d'entreprise implique l'individu dans la gestion de cette dernière, donc l'esprit d'entreprendre est synonyme de développement personnel à travers la mise en application concrète de ses connaissances, de ses idées. Il permet à l'entrepreneur de se forger un parcours professionnel, avec ses premières expériences et de développer des compétences particulières qui permettront de mettre à terme ses ambitions professionnelles.

2. Définition de la création d'entreprise :

La création d'entreprise est d'abord une idée qu'il s'agit de transformer en activité économique, puis en activité rentable qui impactera le niveau de vie de l'entrepreneur. Elle est donc une opération qui recouvre une variété de procédures administratives nécessaires à la

¹FAYOLLE Alain, FILION Louis Jacques. Devenir Entrepreneur – Des enjeux aux outils. Editions Village Mondial Paris, 2006. p254.

²JULIEN P.-A, MARCHESNAY M, Economie et stratégie industrielle, édition Économica, Paris, 1997, p 26

³VERSTREATE Thierry et SAPORTA Bertrand. Création d'entreprise et entrepreneuriat. Edition de l'ADREE, janvier 2006.p92

nature de l'activité, et l'incorporation des divers moyens prédisposés chez l'investisseur, ainsi que la trajectoire initiale que le projet exige à parcourir. Elle est un processus de mobilisation de ressources de la part d'acteurs individuels par l'intermédiaire de relations ou de ressources de médiation, et un processus de découplage donnant de plus en plus de consistance à un acteur collectif, lui-même impliqué dans des relations avec d'autres organisations, et parfois engagé dans des collectifs plus vastes.

D'autre façon : La création d'entreprise est l'acte fondateur de l'entrepreneuriat, encouragée par les pouvoirs publics pour développer la création d'emploi, elle est freinée par de nombreux obstacles tant administratifs, qu'économiques, que sociaux, que psychologiques ou que culturels¹.

3. L'importance de l'entrepreneuriat :

L'entrepreneuriat apporte des intérêts essentielles à l'économie et ainsi qu'à la société, qui revient à l'importante place qu'il occupe dans les recherches et les politiques économiques².

- L'activité entrepreneuriale n'a pas pu être un effet direct sur la croissance économique mais un moyen qui l'accélère, grâce à la présence d'une population nombreuse d'individus entrepreneurs³ et ce résultat était prouvé par une étude de GEM : qui a proposé un modèle comparant entre différents pays sur diverses dimensions sociales et culturelles. Ce programme a montré que dans les pays à activité entrepreneuriale élevée, la proportion du PIB qui provient des projets entrepreneuriaux progresse chaque année.
- L'entrepreneuriat constitue un moyen pour la création d'emploi et la résorption du chômage, il est considéré comme l'entrepreneuriat est devenu une nécessité pour l'intégration sociale pour l'entrepreneur et pour ses membres de famille.
- L'entrepreneuriat permet de renouveler et reconstruire le tissu économique par la création des entreprises ex-nihilo ou par la reprise des entreprises et même par la

¹BOISLANDELLE Henri Mahé, op cit, p146

² VERSTRAET Thierry, (dir), Histoire d'entreprendre : les réalités de l'entrepreneuriat. EMS (Editions Management et Société) Paris, 2000, p22.

³ VERSTRAET Thierry et SAPORTA Bertrand, op cit , p77

réactivation et le redémarrage d'entreprises ce qui permet de constituer un contrepoids et une compensation aux disparitions et l'échec d'autres entreprises existantes.

- La fonction d'innovation est importante, d'après Schumpeter, les entrepreneurs constituent le moteur de l'innovation en identifiant les opportunités que les autres acteurs ne voient pas et en développant les technologies et les concepts qui vont donner naissance à des nouvelles activités économiques¹.

4. Les déterminants du succès de projet de création d'entreprise :

Les déterminants ou les facteurs de réussite sont des éléments essentiels à prendre en compte pour s'attaquer à un marché. Chaque entreprise fait face à plusieurs facteurs qu'il est nécessaire de maîtriser au risque de ne pas être compétitif. On ne crée pas une entreprise sans raisons, il faut avoir une bonne dose de motivations qui pousse à le faire, se poser en toute conscience la question « pourquoi je souhaite créer ? » sur la quelle il faut répondre précisément avant de s'engager dans le projet. Savoir et connaître les vrais raisons pour lesquelles l'entrepreneur le fera, pour :

- Créer pour résoudre un problème ?
- Mettre en pratique une idée qui obsède depuis un certain temps ?
- Atteindre l'indépendance?
- Avoir une position sociale ?
- Exploité un savoir faire, une connaissance ?
- Exploiter une opportunité ?

Certaines motivations sont positives et considérées comme un gage de succès, car il s'agit de motifs dominants pour lesquels le futur entrepreneur est prêt à tous les sacrifices. D'autres motivation qui risquent au contraire de se révéler néfastes pour la bonne préparation du projet de création, car elles le pousseront à monter l'entreprise, sans tenir compte de la réalité.²

¹ **BERREZIGA Amina et MEZIANE Amina**, La culture entrepreneuriales chez les entrepreneurs algériens. Colloque national sur les stratégies d'organisation et d'accompagnement des PME en Algérie. Université Kasdi Merbah Ouargla, Algérie 2012. P3

² **BOUDIA Mohammed Fouzi et BENACHENHOU Sidi Mohammed**, La contribution du dispositif ANSEJ au développement de l'entrepreneuriat, les cahiers du MECAS, Volume 4, Numéro 1, P186

Ainsi pour mener à bien son projet, il faut trouver celui qui convient à son profil et à ses capacités d'évolution est une bonne façon d'appréhender une situation de création d'entreprise. Avoir de l'expérience et la connaissance du métier permet d'avancer rapidement et sûrement.

L'accompagnement est ainsi une étape nécessaire dans l'aboutissement des projets de création d'entreprises, puisque être entouré de professionnels, et ne pas s'éloigner de ces bases, ne pas se couper de ses réseaux de relations pour pouvoir bénéficier de leurs conseils et de leurs aides et se former au contact de spécialistes de la création d'entreprise sont autant de conditions permettant au créateur de bien préparer et lancer son projet dans les meilleures conditions.

Allain Fayolle, quant à lui, il distingue trois facteurs clés de succès qu'il juge important pour la réussite du projet de création d'entreprise¹ :

Les facteurs reliés à l'entrepreneur à savoir :

- L'expérience ;
- La capacité d'apprentissage ;
- Avoir des parents entrepreneurs ;
- La perception du contrôle de la situation ;
- La gestion efficace du temps.

Les facteurs reliés à l'environnement à savoir :

- L'étude du marché
- Le suivi
- La gestion efficace de l'information

Les facteurs reliés à l'organisation à savoir :

- La division du travail ;
- La spécialisation des tâches ;
- La participation à la prise de décision.

¹ FAYOLLE Allain, L'entrepreneuriat. Edition Dunod, 2004, page 43

Section 02 : La micro entreprise et les dispositifs de lutte contre le chômage en Algérie :

Avec l'émergence de la micro entreprise, le désir d'entreprendre et d'avoir un emploi stable est devenu plus facile et accessible pour une large fraction d'individu, et cela grâce à ce que cette dernière offre comme avantage pour le créateur (sa taille réduite et son capital réduit), ce qui simplifie sa création ainsi que sa gestion.

En Algérie, posséder sa propre micro-entreprise, est devenu à la portée de beaucoup d'individus, grâce à la mise en place des différents dispositifs d'appui et financement de la micro entreprise. Ils offrent beaucoup d'avantages qui permettent aux jeunes d'investir et de se mettre à l'abri des effets négatifs du chômage.

Nous allons essayer dans cette section de présenter une définition de la micro-entreprise, ses caractéristiques, ainsi que ses différents objectifs. Ensuite nous allons présenter les différents dispositifs qui contribuent à la promotion de l'emploi et de la création de la micro entreprise et qui contribuent ainsi à la résorption du chômage.

1. Définition de la micro-entreprise :

Ce qu'on appelle aussi les très petites entreprises TPE, ont été mises sur pied afin de pouvoir répondre aux aspirations des éléments les plus attractifs et les plus dynamiques de la jeunesse en chômage. C'est en effet, une petite unité économique de production créée par une personne physique qui demande un emploi et qui veut investir dans la production de biens et services afin de générer des bénéfices. Cet investissement peut toucher tous les secteurs d'activité pourvu qu'il y ait production de biens et de services marchands.

2. Les caractéristiques de la micro entreprise :

Pour connaître les caractéristiques de la micro entreprise on doit d'abord connaître l'entreprise puisque même la micro entreprise est une sorte d'entreprise. Elle est une organisation sociale. Elle est un endroit où se rencontrent ce que les sociologues appellent des « *acteurs sociaux* », c'est-à-dire des groupes de personnes ou d'individus plus ou moins institutionnalisés. Ces derniers impliqués dans l'entreprise sont porteurs de compétences diverses et de savoir-faire mis à la disposition de l'organisation, au sein d'une structure qui les

met en relation. Ils sont dès lors insérés dans un réseau de flux physiques et de flux d'informations.

D'un point de vue économique, l'entreprise est une organisation de la production dans laquelle on combine les prix des divers facteurs de la production apportés des agents distincts du propriétaire de l'entreprise en vue de vendre un bien ou des services sur le marché pour décrocher par différence entre deux prix (prix de revient et prix de vente), le plus grand gain monétaire possible.

On trouve différentes tailles des entreprises que nous avons répertoriées dans le tableau N°1 comme suit :

Tableau N° 1 : Typologie des PME¹

Entreprises	Effectifs	Chiffre d'affaires DA	Total bilan (D.A)
Très petite entreprise	1 - 9	< 20 Millions	<10 Millions
Petite entreprise	10 - 49	< 200 Millions	<100 Millions
Moyenne entreprise	50- 250	200 Millions-2 Milliards	(100-500) Millions

On peut considérer une entreprise comme étant une micro entreprise si celle-ci réuni les caractéristiques suivantes² :

- La micro entreprise constitue une souplesse qui lui offre la possibilité de s'accommoder et de s'adapter à la totalité de toutes les spécificités locales et toutes les conjonctures. Son implantation son déplacement et sa transformation sont aisés. Elle peut disparaître et renaître immédiatement sous une autre forme avec un autre objet social.

¹ **GHARBI Samia**, Les PME/PMI en Algérie : Etat des lieux, CAHIERS DU LAB.RII, N°238 Mars 2011, p4 <https://riien.univ-littoral.fr/wp-content/uploads/2011/03/doc-238.pdf> (consulter le 23/05/2018)

² **BOUYACOUB Farouk**, l'entreprise et le financement bancaire, édition CASBAH, 1ere édition, 2000. P67

- Le cout de l'investissement et donc de l'emploi qui en découle y est le plus réduit possible. Le cout de l'emploi et le nombre d'emplois directs seront les critères essentiels qui permettront de situer la micro entreprise.
- La micro-entreprise se nourrit de l'apport des instructions dans le cadre de la limite communément admise, même si au départ dans certaines régions et spécialités, elle va bénéficier en matière de crédit des dotations en équipements d'importation des taux d'intérêts bonifiés.
- La micro-entreprise est constituée à partir d'une idée de projet mûrie par un entrepreneur potentiel qui affiche une réelle volonté de réussite et qui n'hésite pas pour le prouver et investir une part importante de son patrimoine financier, foncier, immobilier et technique.
- La micro-entreprise a des contours juridiques et organisationnels et un mode de fonctionnement qui va faciliter son émergence et son développement dans l'économie de marché qui s'installe progressivement.

En Algérie les micro-entreprises se réfèrent aux petits métiers (artisanat, agriculture) et à la prestation de certains services (transport, restauration,...).

3. Les objectifs des micro-entreprises

Les micro-entreprises ont des objectifs d'ordre économiques et sociaux qui permettent de générer à travers les différents projets un nombre important d'emplois directs et indirects économiquement viables et durables, ce qui permettra de participer activement et progressivement à la résorption du chômage.

Elle offre de nouvelles opportunités au redéploiement des activités du secteur bancaire auquel la micro entreprise peut offrir un ensemble de nouveaux clients solvables. Elle permet ainsi de former l'entrepreneur et l'amène à intégrer le risque calculé au nombre des éléments de gestion au quel il doit accorder une grande attention.

Elle permet d'améliorer le nombre et la qualité des opérateurs économiques qui sont des acteurs de développement et promouvoir par ce biais le développement durable et la croissance économique soutenue, tout en respectant les règles d'économie de marché. Elle développe et améliore le secteur privée.

La très petite entreprise (TPE) incite à la normalisation des activités économiques en offrant des avantages pouvant désintéresser les agents des activités informelles. Elle favorise l'insertion des jeunes dans la société ce qui va empêcher l'apparition massive des fléaux sociaux et donc réduire les effets pervers de l'oisiveté.

4. Les dispositifs de promotion de l'emploi et de la création de micro entreprise:

4.1. Les dispositifs d'aide à la création de l'emploi :

En Algérie l'entrepreneuriat est né à partir des années 1990 suite aux changements sur tous les plans, internes et externes qui ont fait que l'Algérie s'oriente vers une nouvelle organisation ayant pour pierre angulaire encourager et développer l'esprit d'entreprise et freiner le chômage. De ce fait l'Etat algérien a mis en

A. Les dispositifs gérés par le ministère du travail

◆ Le programme d'emploi des jeunes (PEJ)

Le PEJ (Programme d'emploi des Jeunes) est le premier dispositif initié dès l'année 1987 et ayant pour objet d'alléger le problème du chômage et de la création d'emplois temporaires dans des chantiers d'utilité publique ciblant les jeunes chômeurs de 16 à 27 ans mais aussi la prise en charge de la formation des primo-demandeurs d'emploi sans qualification pour faciliter une insertion professionnelle dans divers domaines (Bâtiment, industrie, et agriculture,...). Le financement de ce programme a été assuré par le Fonds d'Aide à l'Emploi des Jeunes dont l'ordonnateur principal a été le Ministère du Travail, d'Emploi et des Affaires sociales.

◆ Les Dispositifs d'Insertion Professionnelle des Jeunes (DIPJ)

Le PEJ n'a pas absorbé toute la demande du travail. Un autre programme, le dispositif d'Insertion Professionnelle des jeunes DIPJ, a vu le jour en 1990. Son objectif était comme tous les autres dispositifs d'alléger le poids du chômage. Le DIPJ a pris en charge les travailleurs ayant perdu leur emploi. Pour atteindre ses objectifs ce dispositif a mis en place certaines formules. Il s'agit notamment de la création de coopératives, la création de petites et

moyennes entreprises, la création d'emplois salariés par les collectivités locales, la formation professionnelle et l'apprentissage. Le financement de ce dispositif est assuré par le Fond d'Aide d'Emploi des Jeunes sous le contrôle du ministère.

A. Les dispositifs gérés par l'Agence de Développement Social (ADS) :

Créée en 1996 afin d'atténuer les effets du PAS sur les catégories sociales les plus vulnérables, l'ADS contribue dans ses missions à l'intégration des populations en situation de déséquilibre dans le tissu social, notamment les jeunes, à travers la gestion et le contrôle des dispositifs d'emplois dits « d'attente ». Il s'agit de l'Indemnité pour Activité d'Intérêt Général (IAIG) qui a vu le jour en 1995 et permet aux membres des familles sans revenu de bénéficier d'une indemnité mensuelle en participant en contre partie à des activités d'intérêt général. Un deuxième programme a été créé en 1997 pour des Travaux d'Utilité Publique à Haute Intensité de Main d'Œuvre (TUP-HIMO) pour l'amélioration des infrastructures des zones défavorisées par le biais de différents chantiers d'entretien et de maintenance d'infrastructures locales. Il accompagne ainsi les jeunes chômeurs par la création de micro activités tant au plan social qu'économique (agriculture, hydraulique) en contre partie d'une rémunération. Ils sont financés sur le budget de l'Etat (via le Fonds social de développement et un prêt de la Banque Mondiale). Cependant, le faible niveau d'encadrement et l'absence de coordination intersectorielle, ont réduit sa portée jusqu'à l'arrêt complet de ce dispositif durant l'année 2000.

Enfin, le programme des Contrats de Pré-Emploi (C.P.E), instauré en 1998, consiste à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur et des techniciens supérieurs issus des instituts nationaux de formation. Il prend en charge, pendant une année pouvant être renouvelé de six mois au maximum, la rémunération de diplômés recrutés par des employeurs publics ou privés. Ce dispositif facilite ainsi l'accès des jeunes diplômés à des emplois « durables » par l'acquisition d'une première expérience professionnelle, il s'agit donc de dispositif d'Agence National d'Emploi (ANEM).

4.2. Les dispositifs d'aides à la création d'activité :

A fin de lutter contre le chômage et créer de l'emploi, les pouvoirs publics ont mis en œuvre d'autres dispositifs d'emploi, s'articulant autour de l'idée d'aider les chômeurs à créer

leurs propres entreprises d'un côté et le soutien et la promotion de l'investissement d'un autre côté. Ces dispositifs sont représentés par l'agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ), la Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC), l'Agence Nationale de Gestion de Microcrédit (ANGEM) et l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI). Nous nous intéressons à présenter les quatre dispositifs :

◆ **Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeunes (ANSEJ) :**

L'ANSEJ a été créée en 1996¹. Elle soutient l'emploi des jeunes et vise à encourager la création et l'expansion des activités de production de biens et de services par les jeunes entrepreneurs à travers le programme de micro entreprise.

L'ANSEJ a pour missions principales:

- ◆ De soutenir, de conseiller et d'accompagner les jeunes promoteurs dans le cadre de la mise en œuvre de leurs projets d'investissement;
- ◆ De financer des projets initiés par des jeunes entrepreneurs;
- ◆ D'assurer le suivi des investissements réalisés par les jeunes.

L'ANSEJ était opérationnelle deux années plus tard². La promotion de micro-entreprises est accompagnée par une série d'avantages³ pendant une période de trois ans, voire plus, notamment une exemption fiscale de l'impôt sur le revenu, de l'impôt des sociétés, du forfait et de la taxe foncière. Les micro-entreprises sont également exemptes des droits de transfert et des droits d'enregistrement pour tous les équipements importés.

Tous les dispositifs offerts par cette agence sont présentés sur l'internet à l'attention des jeunes promoteurs. En Algérie, la notion de «jeune» est étendue aux personnes âgées de 19 à 35 ans, voire 40 ans dans le cas des dirigeants d'entreprise. Cette exigence d'âge est soutenue par une qualification et/ou un savoir-faire reconnu. Le modèle à deux fonds est proposé: soit

¹ **Arrêté exécutif** N° 96296 du 8 septembre 1996 établissant et déterminant le statut de l'Agence nationale de soutien de l'emploi des jeunes, modifié et complété par l'arrêté exécutif no 98231 du 13 juillet 1998 et l'arrêté exécutif N° 03288 du 6 septembre 2003.

² **Décret exécutif** N° 96-296 du 8 septembre 1996 établissant et déterminant le statut de l'ANSEJ, modifié et complété par le décret exécutif n° 98-231 du 13 juillet 1998, et l'arrêté exécutif n° 03-288 du 6 septembre 2003

³ **Ordonnance** N° 96-31 du 30 décembre 1996 portant loi de finance, 1997, modifiée et complétée par la loi no 3-22 sur la loi de finance de 2004.

un financement mixte, soit un financement multilatéral avec un maximum respectivement de 5 millions DZD (et un apport personnel de 2 %) et de 10 millions DZD (avec un apport personnel de 1 %). D'autres programmes spécifiques sont proposés tels qu'un prêt pour l'achat d'un véhicule-atelier) ou un prêt pour la location d'un cabinet collectif pour les professions libérales.¹

S'agissant de la mise en œuvre, l'ANSEJ a enregistré des hauts et des bas depuis sa création. En 1998, l'ANSEJ n'a financé que 7 279 projets. Elle a ensuite enregistré une hausse en 2000, portant à 10 000 le nombre de projets, mais elle a régressé ensuite pour passer à 6 700 projets en 2004. De 12 000 projets en 2005, le nombre a doublé en 2009 pour atteindre 24 869 projets et a dépassé les 30 000 projets à partir de 2010.

Grâce aux dispositifs offerts après le Printemps arabe, le nombre de projets financés est passé à 42 621 en 2011 et a encore augmenté en 2012 pour atteindre 62 812 projets. Le nombre réel d'emplois créés par ces micro-entreprises n'est pas encore connu. Selon les estimations, il devrait être de 2,5 emplois par projet, soit un total estimé de 164 530 nouveaux emplois créés en 2012. Le multiplicateur est censé être une moyenne d'emplois créés par projet. Afin d'avoir une image fiable de ces emplois, il faudrait procéder à un contrôle et une évaluation réguliers des projets, ce qui n'a toutefois pas encore été fait.

♦ Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC)

La CNAC a été créée en 1994² avec pour objectif d'atténuer les coûts sociaux du plan d'ajustement structurel. Elle a pour principale mission d'indemniser les travailleurs licenciés pour des raisons économiques. Cette mission initiale est toujours valable, mais le nombre de personnes au chômage bénéficiant de l'allocation de la CNAC aujourd'hui est très limité. L'Agence est dotée d'une solide enveloppe budgétaire.

¹ www.ansej.org.dz

² **Arrêté exécutif** N° 94188 du 6 juillet 1994 portant statut de la Caisse d'assurance-chômage

Elle a étendu ses activités à l'aide à la création d'activités économiques. Depuis 2003¹, à l'instar de l'ANSEJ, elle aide les travailleurs licenciés, âgés de 35 à 50 ans, à créer des activités dans le domaine des biens et des services. Depuis le Printemps arabe², le programme est ouvert à tous les chômeurs âgés de 30 à 50 ans. Il ne se limite plus exclusivement aux personnes ayant perdu leur emploi et se retrouvant au chômage. Auparavant, l'agence n'était accessible qu'à ses bénéficiaires qui étaient des travailleurs licenciés pour des raisons économiques. Depuis 2011, le programme d'aide à la micro-entreprise de la CNAC est ouvert à tous les chômeurs d'Algérie.

L'agence offre les deux possibilités de financement (mixte et triangulaire) susmentionnées. L'unique différence avec ANSEJ est le groupe d'âge. La CNAC propose, par ailleurs, aussi un programme de formation spécifique concernant l'employabilité au sein de ses clubs. Son organisation reste inchangée: son siège principal est établi à Alger et elle dispose de 13 agences régionales et 48 agences locales dans chaque wilaya. Elle a renforcé récemment son personnel (près de 1 000 personnes employées), engageant plus de 200 personnes en 2011 afin d'exécuter sa nouvelle mission sans abandonner sa mission traditionnelle, à savoir l'indemnisation des travailleurs licenciés pour raisons économiques.

Concernant l'exécution, la CNAC a financé 18 490 projets en 2011 et 34 801 projets, soit près du double, à la fin 2012. Le nombre d'emplois générés par ces projets en 2012, mesuré avec la même méthode que celle appliquée par l'ANSEJ, est estimé 87 000, ce qui donne un ratio de 2,5 emplois par projet financé. Tant la CNAC que l'ANSEJ déclarent que seules 1,5 % des micro-entreprises ont éprouvé des difficultés à rembourser les prêts bancaires. Malgré les hauts et les bas enregistrés dans la mise en œuvre des deux programmes (ANSEJ et CNAC) et l'évolution des micro-entreprises et des emplois créés depuis 1998, nous observons une tendance positive après 2008 qui montre qu'un nombre croissant d'entreprises a été financé et un nombre croissant d'emplois a été créé au cours des dernières années.

◆ **Agence nationale de Développement d'Investissement (ANDI)**

¹ **Décret présidentiel** N°03-514 du 30 décembre 2003 relatif au soutien à la création d'activités par les chômeurs promoteurs âgés de 30 à 50 ans (JORA n° 84 du 31 décembre 2003)

² **Décret présidentiel** N° 10-156 du 20 juin 2010 relatif au soutien à la création d'activités par les chômeurs promoteurs âgés de 35 à 50 ans (JORA N° 39 du 23 juin 2010)

Afin d'encourager la croissance et de réduire le taux de chômage, l'Algérie cherche à diversifier son économie, aujourd'hui très dépendante des hydrocarbures, en développant les secteurs traditionnels, tels que l'agriculture, mais aussi les services aux entreprises, etc. Elle espère ainsi créer les emplois nécessaires pour absorber une main d'œuvre de plus en plus nombreuse et qualifiée, développer la consommation avec un moindre recours à l'importation, et accroître les exportations. Conscient du rôle majeur du secteur privé dans la création d'emplois, et notamment des PME, le gouvernement a entrepris un vaste programme de réformes afin de transformer le cadre de production et la structure même de l'économie nationale. Il espère ainsi améliorer la compétitivité des entreprises nationales en vue de leur introduction sur les marchés internationaux.

Pour apporter les correctifs nécessaires et donner un nouveau souffle à la promotion de l'investissement, les pouvoirs publics ont promulgué en 2001 l'ordonnance n°01-03 du 20/08/2001 relative au développement de l'investissement. Elle prévoit notamment, la création d'un guichet unique placé sous l'autorité du chef du gouvernement sous la forme d'une « Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI) » en remplacement de l'APSI. Cette agence apporte une décentralisation du guichet unique au niveau local, la pris en charge des demandes de terrain industriel et la gestion du fonds d'appui à l'investissement. Elle a pour mission¹ :

- ◆ D'informer les investisseurs à travers son site web, ses supports de promotion et ses divers points d'information sur les événements économiques organisés en Algérie et à l'étranger.
- ◆ De formaliser sur une base d'équité et dans des délais courts les avantages prévus par le dispositif d'encouragement.
- ◆ De veiller à l'exécution concertée avec les différentes institutions concernées (Douane, impôts etc.), des décisions d'encouragement à l'investissement.
- ◆ De mettre à la disposition des investisseurs potentiels sa bourse de partenariat.

- ◆ **L'Agence Nationale de Gestion de Microcrédit (ANGEM)**

L'Agence Nationale de Gestion du Micro Crédit (ANGEM), créée par le décret exécutif n° 04-14 du 22 janvier 2004, représente un outil de lutte contre le chômage et la précarité visant

¹ www.andi.dz

le développement des capacités individuelles des personnes en créant leur propre activité. Il est destiné pour les citoyens sans revenus ou disposant de revenus instables et irréguliers et les femmes au foyer. Il vise l'intégration économique et sociale des citoyens ciblés à travers la création d'activités de production de biens et services.

Le dispositif ANGEM nous a permis d'obtenir un petit crédit bancaire et un prêt sans intérêt. Ce Micro Crédit est un prêt remboursable dans un délai de 8 ans, dont trois (03) années de différé. Permettant l'achat d'un petit équipement et matières premières de démarrage pour exercer une activité ou un métier.

Conclusion :

Afin d'encourager la croissance et de réduire le taux de chômage, l'Algérie cherche à diversifier son économie, aujourd'hui très dépendante des hydrocarbures, en développant les secteurs traditionnels, tels que l'agriculture, mais aussi les services aux entreprises. Elle espère ainsi créer les emplois nécessaires pour absorber une main d'œuvre de plus en plus nombreuse et qualifiée, développer la consommation avec un moindre recours à l'importation, et accroître les exportations. Conscient du rôle majeur du secteur privé dans la création d'emplois, et notamment des PME, le gouvernement a entrepris un vaste programme de réformes afin de transformer le cadre de production et la structure même de l'économie nationale. Il espère ainsi améliorer la compétitivité des entreprises nationales en vue de leur introduction sur les marchés internationaux.

La création d'entreprise dès lors une nouvelle culture dans la société algérienne qui a connu plusieurs contraintes financières culturelles et bureaucratiques. Une culture qui a été initiée et encouragée par les pouvoirs publics algériens, lors de l'évolution du chômage. La culture entrepreneuriale et les TPE ont été encouragés par l'Etat en vue de leurs apports à l'économie nationale ainsi qu'à la société. Et ceci par la mise en place des différents dispositifs d'insertion et de création d'entreprise. Ces derniers ont permis à des jeunes promoteurs de se prendre en charge, ainsi ils ont participé à la création d'emploi et ont ouvert des portes vers des initiatives entrepreneuriales en responsabilisant les promoteurs dans leurs activités, et cela en leur inculquant un esprit créatif adapté à leur formation qui permettent un épanouissement économique.

PARTIE
PRATIQUE

Chapitre IV :
Présentation de
l'organisme d'accueil
et caractéristiques des
enquêtés

I. Présentation de l'Organisme d'accueil :

1. Présentation de dispositif ANSEJ :

L'Agence National de Soutien à l'Emploi des Jeunes est une institution à caractère public, placée sous la tutelle du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale. L'ANSEJ met en œuvre un dispositif fondé sur une approche économique visant l'accompagnement des jeunes chômeurs pour la création et l'extension de micro-entreprise de production de biens et de services. Elle développe des actions de promotion de l'esprit entrepreneurial et accorde des aides financières et avantages fiscaux durant toutes les étapes de l'accompagnement. Dans ce cadre, l'ANSEJ agit en coordination avec les banques publiques et tous les acteurs sur le plan national et local.

2. Les missions de L'ANSEJ :

- ◆ Orienter et vous éclairer sur la formation de l'idée de projet ;
- ◆ Informer sur les démarches à entreprendre pour créer votre entreprise ;
- ◆ Accompagner dans l'étude de votre projet ;
- ◆ Assister pour l'obtention d'un crédit bancaire ;
- ◆ Former sur les techniques de gestion d'entreprise ;
- ◆ Assurer un suivi dès le démarrage de votre activité.

3. Les conditions d'éligibilité :

Pour créer son entreprise le promoteur doit remplir les conditions suivantes :

- ◆ Etre âgé entre 19 et 40 ans
- ◆ Etre sans emploi ou sans activité au moment de dépôt de son dossier
- ◆ Avoir une qualification professionnelle en relation avec l'activité envisagée
- ◆ Participer par un apport personnel pour le financement de son projet.

4. Les avantages du projet ANSEJ :

- ◆ Un prêt sans intérêt ANSEJ et un prêt bancaire bonifié à 100% dans le cadre du financement triangulaire.

- ◆ Un délai de remboursement allant jusqu'à 13 années (08ans pour a banque et 5 pour l'ANSEJ).
- ◆ Un prêt de 500.000DA en plus du prêt non rémunéré pour les diplômés de la formation professionnelle désireux acquérir un véhicule atelier pour les activités de (Plomberie, Electricité, Bâtiment, Chauffagiste, Climatisation, Vitrerie, Peinture-bâtiment et Mécanique automobile).
- ◆ Un prêt de 500.000 DA sans intérêt destiné aux activités sédentaires afin de prendre en charge leur loyer.
- ◆ Un prêt allant jusqu'à un million de dinars destiné aux universitaires désireux de prendre en charge leur loyer via le dispositif ANSEJ afin de créer des cabinets groupés (Comptable, Médecin, Avocat, Architecte).
- ◆ Une bonification du taux d'intérêt bancaire de 100%
- ◆ Application de taux réduit de 5% des droits de douanes pour les équipements importés.
- ◆ Exemption des droits de mutation pour les acquisitions immobilières dans le cadre de création d'activité.
- ◆ Exonération des droits d'enregistrement sur les actes constitutifs des micro-entreprises.

5. **Les avantages après exploitation du projet :**

- ◆ Exonération de la taxe foncière sur les constructions et additions des constructions ; (Pour une période de trois (3) ans ou six (6) ans pour les hauts plateaux et les zones spécifiques, et dix (10) ans pour le sud).
- ◆ Exonération de la caution de bonne exécution pour les artisans et micro-entreprise lorsqu'ils interviennent dans la restauration des biens culturels.
- ◆ Exonération totale de l'impôt forfaitaire unique (IFU), a compter de la date de sa mise en exploitation ; (Pour une période de trois (3) ans a partir du démarrage de l'activité ou six (6) ans pour zones spécifiques, et dix (10) ans pour le sud).
- ◆ Prorogation de deux(2) années de la période d'exonération lorsque le promoteur s'engage recruter au moins trois (3) employés pour durée indéterminée.
- ◆ A la fin de la période d'exonération, la micro-entreprise bénéficie d'un abattement fiscale de :
 - 70% des la première année.

- 50% la deuxième année.
- 25% a la fin de la troisième année.

6. Les démarches suivis pour la création de l'entreprise :

Avant de démarrer votre projet vous devez tout d'abord vous poser les bonnes questions et connaitre au mieux vos capacités entrepreneuriales.

- ♣ Vos points forts et vos points faibles ;
- ♣ Votre savoir et votre savoir faire ;
- ♣ Vos capacités à gérer les contraintes ;

Avec un accompagnateur de l'ANSEJ vous aurez à traiter plusieurs points tels que :

a) L'idée :

L'idée du projet est le résultat de nombreuses recherches et interrogations sur la viabilité et la faisabilité du projet. Le savoir faire en la matière est un élément déterminant qui vous permettra de trouver l'idée appropriée à votre projet.

b) L'élaboration de votre projet :

Cette étape comprend cinq grands volets :

- Le volet économique ou vous aurez à définir avec exactitude le produit, vos concurrents, votre force de vente vos faiblesses, vos clients etc.... vous aurez à définir aussi une stratégie commerciales et élaborer un prévisionnel de vos vents.
- Vous devrez définir vos besoins en ressources humaines ;
- Vous devrez sélectionner le matériel et les équipements adéquat a votre projet et estimer les quantités à produire ;
- Vous devrez réaliser une étude financière pour vérifier la cohérence des besoins ainsi que la viabilité du projet ;
- Vous devrez choisir votre statut juridique (personne physique ou personne morale)

c) Le montage de l'entreprise :

Dans ce volet le promoteur devra établir un planning des taches bien précises pour réaliser son projet.

d) Le démarrage de l'entreprise :

Le créateur d'entreprise dans cette étape sera confronté à la réalité du marché. Il devra mettre en place tous les moyens nécessaires pour analyser et corriger les éventuels écarts.

7. La phase extension du projet :

Elle concerne les entreprises ayant déjà été financées par l'ANSEJ et qui, après l'expiration de la période d'exonération, souhaiteraient étendre leurs activités.

Pour ce faire, toutes les micro-entreprises doivent remplir les conditions suivantes :

- La micro-entreprise doit cumuler 03 années d'activités en zone normales ou 06 années en zone à promouvoir, et 10 années pour le sud.
- Le remboursement de 70% du crédit bancaire doit être déjà assuré en cas de financement triangulaire.
- Le remboursement intégral du crédit bancaire en cas de changement de banque ou de mode de financement (du triangulaire vers le mixte)
- Le remboursement de 70% du montant du PNR (prêt non rémunéré) accordé par l'ANSEJ en cas de financement mixte.
- Enregistrer des bilans avec des résultats progressifs.

8. Le fonds de caution mutuelle de garantie risque :

Le fonds de Caution Mutuelle de Garantie Risques ANSEJ joue un rôle d'une assurance des crédits accordés par les banques aux micro-entreprises créées dans le cadre du dispositif l'ANSEJ. La garantie du fonds complète celle déjà fournie par le promoteur aux établissements crédits :

- ◆ Le nantissement des équipements au premier rang au profit de la banque et au deuxième rang au profit de l'ANSEJ.
- ◆ L'assurance multirisque subrogée au profit de la banque en premier rang et au deuxième rang au profit de l'ANSEJ.
- ◆ Le gage de matériel roulant pour la banque et l'ANSEJ.

9. La cotisation :

Chaque micro-entreprise issue du dispositif ANSEJ doit adhérer au Fonds de Caution Mutuelle de Garantie Risques. L'adhésion se fait par notification de l'accord bancaire. Le

montant est calculé sur la base de 0.35% du montant du crédit bancaire pour une durée de 8 ans. Cette cotisation est payée en une seule fois via un chèque bancaire.

10. Les types de financements des projets :

A. Le financement triangulaire :

Le financement triangulaire est un financement dit (tripartite) qui engage le promoteur, la banque et l'ANSEJ, ce type de financement est constitué comme suit :

- L'apport personnel des jeunes promoteurs.
- Le prêt non rémunéré de l'ANSEJ (PNR).
- Le crédit bancaire dont les intérêts sont bonifiés à 100% et qui est garanti par le Fonds de Caution Mutuelle de Garantie Risques Crédits Jeunes Promoteurs.

La structure financière du financement triangulaire :

Niveau 01 :

Tableau N°02 : Financement triangulaire (Montant d'investissement \leq 5.000.000 DA)

Montant de l'investissement	PNR, (Prêt non rémunéré) (ANSEJ)	Apport personnel	Crédit bancaire
Jusqu'à 5.000.000DA	29%	1%	70%

Niveaux 02 :

Tableau N°03 : Financement triangulaire (Montant d'investissement \geq 5.000.001 DA)

Montant de l'investissement	Prêt rémunéré (ANSEJ)	Apport personnel	Crédit bancaire
De 5.000.001DA à 10.000.000DA	28%	2%	70%

B. Financement mixte :

Ce financement (biparti) fait participer deux acteurs :

Chapitre IV : Présentation de l'organisme d'accueil et caractéristiques des enquêtes

- L'apport personnel du jeune promoteur.
- L'ANSEJ avec un prêt sans intérêt.

La structure financière du financement mixte :

Niveau 01 :

Tableau N° 04 : Financement mixte (Montant d'investissement \leq 5.000.000 DA)

Montant de l'investissement	PNR (Prêt non rémunéré) (ANSEJ)	Apport personnel
Jusqu'à 5.000.000DA	29%	71%

Niveaux 02 :

Tableau N° 05 : Financement mixte (Montant d'investissement \geq 5.000.001 DA)

Montant de l'investissement	Prêt rémunéré (ANSEJ)	Apport personnel
De 5.000.001DA à 10.000.000DA	28%	72%

II. Présentation des caractéristiques des enquêtés :

Axe 01 : les données sociodémographiques de nos enquêtés :

Dans cette axe nous allons présenter les profils, ou bien, les caractéristiques personnelles de l'ensemble de nos enquêtés (Age, sexe, situation matrimoniale, professions antérieures ...) et enfin leur conditions dans lesquelles ils étaient, quant ils ont eu l'idée de la création de la micro entreprise, pour pouvoir analyser, par la suite, les hypothèses de notre recherche.

Après avoir effectué une étude de terrain sur le chômage et la création de la micro entreprise sur un échantillon bien précis qui sont les bénéficiaires de l'ANSEJ de la région d'AKBOU. Notre population d'étude se compose de 10 créateurs de micro-entreprise dont 5 d'entre eux sont des hommes et 5 autres sont des femmes. Vu le nombre égale des deux sexes, ceci ne veut pas dire que le taux de femmes entrepreneurs bénéficiaires de ce dispositif égale à celui des hommes mais ceci résulte de la possibilité d'accès et d'admission des deux genres, à ce dispositif ANSEJ. D'ailleurs l'ANSEJ a enregistré 37189 sur un total de 367 980 projets financés depuis la création du dispositif au 31/12/2016, au profit des femmes qui se traduit par un taux de 10%. Le taux des projets financés au profit des femmes a connu une importante progression passant d'une moyenne de 7% durant la période (2010-2013), à 9% en 2014, 11% en 2015 et à 14% au courant de l'année 2016.¹ Ces chiffres progressifs, montrent que de nos jours, les deux sexes se disposent d'un esprit d'entreprendre et qu'ils ont certainement des ambitions et des motivations multiples concernant la création de leurs entreprises, qu'on verra par la suite de notre analyse. La femme joue donc un rôle non négligeable dans la société et dans le développement économique de chaque pays, avec la favorisation de l'entreprenariat féminin par ces dispositifs.

L'âge de l'ensemble de nos enquêtés varie entre 30 et 45 ans. La moitié de nos interrogés leurs âges varie de 30 à 34 ans avec une fréquence de 5 (50% de l'échantillon). Dont l'âge du reste de la population, leurs âges varient entre 35 à 45ans. Vu les 50% de l'échantillon sont jeunes (entre 30 et 34 ans) ceci s'explique par les exigences de l'ANSEJ, puisque elle accorde un crédit pour les jeunes de 19 à 35 ans parfois et jusqu'à 40 ans si le projet génère 3 emploi et Plus.

¹ <https://www.ansej.org.dz/index.php/fr/nos-statistiques> (Consulter le 05/05/18)

La grande majorité des membres de notre échantillon, sont mariés et avec des enfants avec un effectif de 8 personnes sur 10. Contrairement aux 2 autres qui sont célibataires. Cela prouve que leurs situations matrimoniales à un impact sur l'idée de création de leurs micro-entreprises.

Quant au niveau d'instruction de notre population étudiée, on constate que la plupart de nos enquêtés ont un niveau secondaire avec une fréquence de 4 personnes. Ils ont mis fin à leurs études au lycée. 3 autres interrogés ont un niveau moyen et seulement 2 sur 10 sont diplômés des études supérieures. Enfin nous avons un cas qui possède un niveau primaire. On remarque d'après ces résultats et la diversité des niveaux d'instruction de nos enquêtés que les études supérieures n'ont aucune influence sur la création d'entreprise, ni même sur l'intégration du dispositif ANSEJ, puisque, nous étions face à des gens de différents niveaux. L'Etat encourage donc les jeunes diplômés sont ou autres, à la création d'entreprise et génère une dynamique entrepreneurial. Elle compte sur ces jeunes pour participer à la croissance économique.

Les activités de nos enquêtés, avant la création de leurs micro-entreprises, sont variées, et sont justes des « bricoles » comme les surnomment certains d'entre eux. Comme par exemple manœuvre, commerçant, vendeur dans les marchés, soudeur ... et d'autre qui ont déjà travaillé dans la même activité que la leur actuelle, comme travailler dans les pizzerias ou comme coiffeur. Et deux d'entre eux étaient des chômeurs. Dans ce sens, on peut déduire que ceux qui ont déjà travaillé dans le même domaine d'activité en tant que simple salarié ont été influencé par leur ex-patrons. Leurs anciens postes ont une part dans les motivations de ces entrepreneurs et le choix de l'activité. Et pour le reste qui a effectué des bricoles comme ils ont dit, jugent que leur activité n'était pas suffisante pour la subvention aux besoins de leurs familles. Donc, pour certains les anciennes activités de nos entrepreneurs avant le lancement de leur projet, ont un impact sur le choix de ce dernier, en étant déjà employé chez des bénéficiaires du même dispositif ou de même activité. Cependant la situation professionnelle de l'entrepreneur avant la création de l'entreprise peut donner une idée assez précise sur les principales motivations de sa création d'entreprise.

Quant aux conditions des enquêtés, au moment où ils ont eu l'idée de lancement de leurs propres projet, la quasi-totalité de notre échantillon affirme qu'ils avaient des conditions financières « minables ». Ils ont des conditions défavorables pour créer leurs entreprises seuls, et sans l'aide de personne. Ils disent tous avoir issu des familles de classe moyenne. D'après

cela, on comprend le recours de ces jeunes promoteurs au dispositif ANSEJ, pour le financement de la micro-entreprise. Parce que si ces enquêtés avaient de bonnes conditions ou une bonne situation financière, ils n'auraient pas fait appelle à l'ANSEJ. Concernant les conditions formatives, nos enquêtés ne sont pas des diplômés universitaires mais ils ont tous effectué des formations professionnelles, et certains ont acquis de l'expérience, un savoir et un savoir faire, dans certains activité, qui vont leurs servir d'arme dans leurs futurs projet.

Chapitre V :
Analyse et
interprétation des
résultats de l'enquête

1. Analyse et présentation des résultats relatifs à la première hypothèse

Axe 02 : Profil approfondie du projet :

Le passage au statut de créateur est la synthèse d'un engagement individuel et d'un environnement qui peut être plus ou moins favorable à l'entrepreneuriat. Le passage à l'acte d'entreprendre résulte donc d'une combinaison complexe de motivations ou de contraintes. La motivation, traduit les liens entre l'activation de l'énergie interne de l'individu et son orientation vers la création d'une entreprise. Elle est le résultat de déterminants personnels et environnementaux plus ou moins conscients. Elle mobilise le sujet vers la création d'une entreprise, dont le contour se construit à partir de représentations et des enjeux qu'il y voit pour lui-même. L'individu agit selon des directions qu'on peut interpréter de façon causale ou projective. Cet axe nous permettra donc d'analyser les résultats concernant la première hypothèse qui se présente comme suit *«Le chômage fait qu'un grand nombre de jeunes cherchent à créer leurs propres emplois, et ceci en créant leurs propres entreprises à l'aide de ces politiques d'aide au financement. Ce phénomène social est une des raisons principale qui explique la motivation des jeunes à la création d'entreprises.»* Cet axe comprend les profils approfondis des entreprises des entrepreneurs interrogés. Il insiste sur l'examen de plus près, de la nature des intentions entrepreneuriales déclarées par les jeunes et leurs motivations à la création d'entreprises. Il s'agit autrement dit de repérer les logiques d'action des créateurs d'entreprise (projets) associées à chaque dimension de cette attitude.

◆ **Présentation des entreprises d'entrepreneurs interrogés :**

Entreprise 01 : Optique Plus (Opticien)

- **Statut juridique :** Personne physique
- **Activité :** L'optique (Santé)
- **Nombres de travailleurs :** 03
- **Date de création :** Février 2012

Entreprise 02 : *Boulangerie, Pâtisserie*

- **Statut juridique** : Personne physique
- **Activité** : Boulangerie Pâtisserie (Artisanat)
- **Nombres de travailleurs** : 02
- **Date de création** : 2012

Entreprise 03 : *Pizzeria, Fast-food*

- **Statut juridique** : Personne physique
- **Activité** : Pizzeria, Fast-food (Cuisine Rapide)
- **Nombres de travailleurs** : 04
- **Date de création** : 2009

Entreprise 04 : *Lavage-Auto*

- **Statut juridique** : Personne physique
- **Activité** : Lavage automobile, graissage, lifting (Service)
- **Nombres de travailleurs** : 01
- **Date de création** : 2015

Entreprise 05 : *Usine de produit d'entretien*

- **Statut juridique** : Personne physique
- **Activité** : Production d'eau de javel et autres produits d'entretiens ou de nettoyage.
- **Nombres de travailleurs** : 10
- **Date de création** : 2011

Entreprise 06 : *Coiffure dame*

- **Statut juridique** : Personne physique
- **Activité** : Coiffure, manucure, pédicure
- **Nombres de travailleurs** : /
- **Date de création** : 2011

Entreprise 07 : *Peinture et décoration*

- **Statut juridique** : Personne physique
- **Activité** : peinture et décoration intérieure.
- **Nombres de travailleurs** : 02
- **Date de création** : 2013

Entreprise 08 : *Coiffure dame*

- **Statut juridique** : Personne physique
- **Activité** : Coiffure, soins visage et esthétique
- **Nombres de travailleurs** : 07
- **Date de création** : 2008

Entreprise 09 : *Boulangerie, Pâtisserie, Pizzeria, Fast-food.*

- **Statut juridique** : Personne physique
- **Activité** : Pizzeria, Fast-food, boulangerie, pâtisserie et gâteaux traditionnels
- **Nombres de travailleurs** : 09
- **Date de création** : 2010

Entreprise 10 : *Atelier de confection industrielle.*

- ◆ **Statut juridique** : EURL
- ◆ **Activité** : Couture et Broderie industrielle
- ◆ **Nombres de travailleurs** : 04
- ◆ **Date de création** : 2004

◆ **La prise de connaissance du dispositif ANSEJ et ses lois:**

La prise de connaissance du dispositif assuré par l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeunes est l'un des premiers sujets que nous avons eu à traiter avec nos enquêtés. Au fil des entretiens, un ensemble d'idées ont structurées les différents discours formulés par les jeunes promoteurs. Il semblerait que la réalité du terrain auquel nous étions confrontés va

dans le constat établi par des recherches qui ont porté sur le sujet en question, dans ce sens, R. AKNINE et M.Y. FERFERA notes que *les différentes formules proposées pour «faciliter» et encourager la création, ont provoqué un engouement, particulièrement, des jeunes vers l'entrepreneuriat. Ces dispositifs visent des objectifs aussi bien sociaux qu'économiques, ce qui rend l'étude puis la sélection des projets délicate¹.*

En premier lieu, on constate que la majorité de nos entrepreneurs interrogés affirment que les réseaux sociaux et professionnels ; à savoir les membres de la famille, amis, ex-employeurs, et aussi les responsables du dispositif lui-même et ceux des banques (avec la sensibilisation des jeunes à la création d'entreprise)... sont les premières sources d'information pour notre échantillon concernant l'ANSEJ avec une fréquence de 7 cas sur 10. Tel que Hamid (Boulangier, pâtissier, 34ans, célibataire, niveau secondaire) nous l'a dit : « *C'est un ami qui m'as en parler, avec lequel j'ai travaillé déjà.* »

En second lieu, la minorité des enquêtés avec une fréquence de 3 personnes confirment qu'ils ont pris connaissance de ce dispositif par le biais des médias. A une certaine époque, il a été beaucoup médiatisé, dans la télévision, la radio... « *C'est à la télé. Ils parlent que de l'ANSEJ à l'époque, avec la vague des jeunes qui veulent faire du transport donc...* » Dit un gérant d'une Pizzeria Fast-food (Karim, âgé de 34, célibataire, divorcé, avec un niveau secondaire, qui a créé son entreprise en 2009).

En dernier, nous avons évoqué la prise de connaissance des lois qui régisse l'ANSEJ. Il semble que notre échantillon s'est renseigné au prés des agents de l'ANSEJ, sur toute les lois du programme. Et même au prés des amis ou d'autres bénéficiaires du dispositif, ceci prouve qu'il y a un défaut d'information de la part de l'ANSEJ, ce n'était pas suffisant pour l'assimilation de toute les lois. Ce qui pousse certains de nos enquêtés a chercher ailleurs plus d'informations sur ces lois, contrairement à d'autre qui ont bien assimilé les lois du programme sans recours aux informations que leur proches peuvent leurs procurer.

◆ **Le renseignement sur le projet :**

¹FERFERA M.Y., AKNINE R., *entrepreneuriat et création d'entreprise en Algérie: une lecture à partir des dispositifs de soutien et d'aide à la création des entreprises*, Revue des Sciences Économiques et de Gestion N°14. 2014, p65.

Nos interviewés affirment majoritairement, qu'ils se sont bien renseignés sur leur projet avant l'engagement dans ce dernier. Et ceci par la voie de leurs proches, ou par les témoignages de leurs connaissances qui sont dans le même domaine, avec une fréquence de 8. Comme le précise un membre de notre échantillon « *Je me suis renseigné sur ceci chez un grand monsieur de ma famille, un proche qui travaille dans l'optique aussi. C'est un ancien Opticien à Alger. D'ailleurs je le remercie beaucoup sur ses conseils.* » Omar, Opticien, âgé de 37ans, marié, diplômé d'études supérieures.

Contrairement, aux 2 autres enquêtés, ils ne se sont pas renseignés sur leurs projets. Ils se sont contentés de leurs acquis et leurs expériences dans la même activité que la leurs actuelle. On peut bien voir ceci dans les propos d'une dame créatrice d'un salon coiffure : « *Sincèrement non ! Je ne me suis pas renseigné, juste d'après l'expérience que j'ai eu dans un salon de coiffure aussi.* » Amel âgée de 30 ans, marié, niveau d'instruction moyen.

On déduit, d'après les réponses de nos enquêtés, que la plupart d'entre eux se sont informés par leurs réseaux de relations qui sont dans le même domaine, dans le but d'évaluer, par rapport aux expériences de ces derniers, leurs compétences, leurs aptitudes à créer, et à gérer leurs propre projet seul. Cela prouve que nos 8 cas ont eu des hésitations, bien que, certains d'entre eux aient de l'expérience dans la même activité, mais ils ne se sont pas limités à la leur. Contrairement, au 2 cas enregistrés, ils se sont comptés sur leurs propres savoirs, et savoir-faire acquis lors de leurs activités précédentes.

♣ **Le choix du projet (Activité) :**

Suite à l'analyse des propos de tous les membres de notre échantillon, on a regroupé les différentes réponses en catégories et nous avons fait ressortir 3 qui se présentent comme suit :

La première catégorie est celle des entrepreneurs qui ont choisi leur projet par rapport à l'amour du métier et la réalisation de rêve d'enfance, ils placent au cœur de l'action, la passion. C'est la catégorie la plus dominante avec une fréquence de 5 cas. Une propriétaire d'une Boulangerie Pâtisserie nous déclare : « *j'avais ça dans le sang, j'aimais beaucoup cuisiner faire des gâteaux comme je vous ai dit, ma mère nous a fait entrer en cuisine depuis notre jeune âge alors c'est comme un don, et j'aime beaucoup ce métier. On s'intéressait à ça et puis coté études on est passé à coté* » Soraya, 45ans, mariée. Dans ces cas là, la création entreprise est le seul moyen pour concrétiser un rêve ou une passion.

La deuxième catégorie est celle des entrepreneurs qui, leurs choix dépendent des expériences qu'ils avaient avant la création de leur entreprise. Ceci veut dire que les acquis dans les activités antérieures, de certains de nos interrogés, influencent leur choix de projet selon 3 d'entre eux. « *C'est dans ceci que j'ai eu de l'expérience et tout, en plus mon patron m'a encouragé à le faire.* » déclare Rahim, peintre, 36ans, célibataire avec un niveau d'instruction moyen et une expérience de 2ans avant l'engagement dans la création de sa micro-entreprise de peinture et décoration.

Enfin, nous avons la troisième et dernière catégorie concerne les personnes qui ont effectué leurs choix du projet par rapport à la rentabilité de ce dernier avec un taux de 30% (3 personnes sur 10). Le cas d'un gérant d'un Lavage Auto « *J'ai choisi ça à cause des bénéfices. De nos jours, tout le monde est véhiculé et il n'y a pas assez de lavages je peux dire qu'il n'y a pas de maison qui n'a pas une ou 2 voitures. On en a besoin de plus de lavages, pour assurer le nettoyage de tous les véhicules qui existe à AKBOU.* » déclare Tayeb âgé de 30ans marié, niveau primaire. Cela prouve que nos 3 enquêtés ont bien effectués une bonne étude du marché qui est une étape primordiale.

En guise de conclusion, nos interviewés ont eu de diverses influences sur le choix du secteur ou de l'activité. Bien que nous les avons classés sous 3 catégories, mais cela n'empêche que l'importance de l'expérience est présente dans les 2 autres catégories de rentabilité et amour du métier, pour certains cas. Comme celui d'un interrogé âgé de 34ans, créateur d'une pizzeria Fast-food, Boulangerie : « *Ce n'est pas un choix du projet parce qu'avant tout, c'est mon domaine, c'est ce que j'ai fait comme formation parce que j'aime beaucoup ce métier, et c'est un domaine dans lequel j'ai acquis de l'expérience. Si j'achète du matériel et une machine, je sais à quoi et comment l'utilisée. Je ne vais pas créer un projet de sérigraphie par exemple et moi je passe à côté de ce métier. Donc mon choix est logique en quelque sorte.* » Hamid, 34ans, célibataire. Dans les propos de ce monsieur, on déduit que son expérience acquise auparavant, a aussi influencé son choix, en plus de l'amour de ce métier et ce domaine. Ou comme le confirme Karim, âgé de 34ans, niveau d'instruction secondaire, propriétaire d'une Pizzeria : « *... ils gagnent beaucoup dans les Fast-food. J'ai vu le manège chez mon ami, le projet m'a plu et en plus j'avais de l'expérience avant dans une pizzeria pendant 2ans, donc je me suis engagé.* » Ceci démontre que l'expérience est complémentaire avec les deux autres catégories, tout dépend juste de l'importance donner à cette dernière.

♣ **Les véritables raisons de l'inscription des enquêtés dans le projet de création d'entreprise :**

Tableau N° 06: Les véritables raisons de l'inscription des enquêtés dans le projet de création d'entreprise :

Les véritables raisons de l'inscription dans le projet	Fréquence	Taux
Sortie du chômage et satisfaction des besoins	7	36.85%
Autonomie et désir d'indépendance	5	26.31%
Avoir une identité sociale	2	10.53%
Nécessité et obligation	3	15.79%
Exploitation des compétences	2	10.53%
Total	19*	100%

*Multiplicité des réponses (Total des réponses enregistrées par rapport au 10 enquêtés)

L'aventure entrepreneuriale se nourrit de motivations très variées. D'après les données de ce tableau ci-dessus, on remarque que la quasi-totalité des entrepreneurs ont eu de différentes et plusieurs raisons qui les motivent à s'inscrire dans la création de la micro-entreprise par le biais de l'ANSEJ. D'ailleurs on est arrivé à un résultat de 19 réponses pour les 10 personnes, parce qu'il y a des membres de notre échantillon qui s'inscrivent dans plusieurs catégories citées dans le tableau.

D'abord, nous avons la catégorie des entrepreneurs qui ont été motivés par la sortie du chômage, mettre fin à cette situation qu'ils jugent de difficile, ils se sont rapprochés de l'idée de créer leur propre activité ou leur propre emploi, vu la difficulté d'en trouver un. Ainsi la satisfaction de leurs besoins à savoir personnels ou/et financiers, amélioration de leur niveau de vie, avec une fréquence de 7. Cette dame nous fait comprendre que c'est un moyen d'accroître ses richesses « A vrai dire, je n'ai pas vraiment de raisons de nécessité ou quelque chose dans le genre, mais c'est bien d'en avoir une source de revenu propre à nous... se permettre les choses que mon père m'avait offertes en étant célibataire, que peut-être aujourd'hui, mon mari ne pourra pas me les procurer » Nassima (30 ans, mariée, un enfant, Gérante d'une entreprise de produits d'entretien.) Nos interrogés trouvent qu'avoir un emploi leur permet d'atteindre certains objectifs personnels et ainsi satisfaire leurs besoins financiers. Mais pour l'avoir (emploi), est devenu un sérieux problème pour ces jeunes, les

plus ou les moins diplômés, un problème qui se traduit par le chômage. Et avec l'absence d'alternatives ou d'opportunités sur le marché du travail, ils n'ont pas trouvé mieux que de créer leurs micros-entreprises en sollicitant l'ANSEJ, qui est à son tour, une agence qui encourage l'entrepreneuriat des jeunes.

Puis, on a la catégorie des enquêtés motivés par le désir d'indépendance et d'autonomie avec une fréquence de 5. On constate d'après les cas étudiés, que certains ont une envie d'être financièrement indépendant de leurs parents ou conjoints et hiérarchiquement de leurs patrons. La relation de subordination entre employeur et employé semble un problème pour nos enquêtés. Ils n'aiment pas être contrôlé ou surveillé ni même à la merci des autres. Ils préfèrent être patron d'eux même. Le créateur préfère créer son propre emploi sans subordination par rapport à un employeur. Il a la volonté farouche d'y parvenir. Assure un peintre, âgé de 36ans, célibataire : « *Pour la création l'entreprise, je voulais avoir mon propre travail, être patron de moi-même et sur d'autre bien sûr.* » Par cette initiative il montre son goût d'indépendance et de l'aventure.

Ensuite, une fréquence de 3 pour la catégorie des gens qui sont dans la nécessité et le besoin de travailler par obligation dans le but subsister et de répondre aux besoins primaires de leurs foyers. Ceci renvoi à leurs conditions ou situations personnelles dans lesquelles ils étaient avant la création de leurs propres entreprises. Tel que Soraya (gérante d'une Boulangerie Pâtisserie, âgée de 45ans, mariée avec un époux qui ne travaille pas pour des raisons de santé, et 3enfants) nous le déclare : « *Bon, je peux dire que c'est la nécessité. Mon mari est tombé malade, tout les médecins lui ont interdit de travailler, il marche 50 mètres il s'arrête. Le mari ne travaille pas, qui va subvenir à nos besoins ? On reste au chômage tout les 2 ? Non ce n'est pas possible.* »

Enfin, nous avons fait ressortir deux autres et dernières catégories qui sont égale avec une fréquence de 2 pour chacune d'entre elles. Qui se présentent comme suit :

La catégorie des personnes qui cherchent à créer et avoir une identité sociale avec une fréquence de 2. Ces personnes veulent s'intégrer et avoir une place dans la société comme tous les autres et pour éviter les préjugés de cette dernière qui ne tolère pas. Ils veulent accéder à un meilleur statut social. Dans ces cas, le travail n'est décidément pas qu'une nécessité économique, il contribue dans ces cas-là à l'intégration sociale à l'épanouissement

individuel¹. Les motivations ne sont pas toujours d'ordres économiques, elles sont aussi et surtout d'ordre social. Il s'agit pour ces petits entrepreneurs de construire et d'affirmer une identité débarrassée de ses connotations négatives et un moyen de conquérir un statut social qui confère honneur et dignité. Ainsi fuir le travail aliénant dont serait porteur le salariat. Une dame coiffeuse, fait référence à une forme de détournement de l'individu et de sa conscience, à partir du moment où le salarié n'est pas en mesure de s'affirmer dans l'acte même de production du bien ou du service, nous raconte : « *Vue la galère que j'ai vécu, j'ai intérêt à trouver une solution. Comme je vous ai dit je travaille comme une esclave mais pas de bénéfices, rien. Elle me donne 5000DA pour le mois et les 2000Da c'est pour le transport déjà. J'ai perdu ma santé j'ai perdu tout pour un rien. Non seulement je suis pauvre, je travaille sérieusement, je me donne à fond pour ce métier, mais je découvre que les gens ne tolère pas n'ont pas de cœur ils exploitent les pauvres comme ils veulent ...on leurs doit un minimum de respect normalement* » cela prouve que le milieu ou l'entourage personnel de ces entrepreneurs, joue un rôle et exerce une influence sur leurs choix et ou sur la prise de décision.

Et la dernière catégorie enregistrée, celle du désir de mettre en œuvre leurs compétences inexploitées sur terrain, évoluer dans le domaine et ne pas se limiter un simple poste avec des tâches bien précises, en tant qu'employé chez quelqu'un d'autre, parce qu'ils jugent que leurs aptitudes ou compétences dépasse leurs postes précédents. Le cas d'un propriétaire d'une pizzeria qui conçoit sa compétence comme un savoir agir, nous explique : « *... je suis qualifié, j'ai travaillé chez d'autres, j'ai eu de l'expérience et des compétences. ... Ce n'est pas de l'orgueil, mais c'est une réalité... mon patron viens toujours vers moi pour l'aider à la prise de décision concernant les prix des gâteaux. Alors, c'était là que je me sentais trop compétent pour que ma fonction se résume à la préparation des sandwiches.* » On remarque qu'en effet, la création d'entreprise peut être la seule occasion de montrer et de faire travailler un talent inexploité, une compétence ou un savoir acquis d'une manière ou d'une autre.

On peu conclure que la décision de créer une entreprise est déterminée par la situation sociale et personnelle de l'individu. Les motivations de nos enquêtés sont diverses. La sortie du chômage et satisfaction des besoins à la fois personnels et financiers sont primordiales pour eux. Après ce constat, on peut catégoriser la majorité d'entre eux dans la catégorie des

¹ TRINDADE-CHADEAU Angélica, Les motivations à entreprendre. Qu'est-ce qui, dans la confrontation au monde du travail, pousse les jeunes à s'imaginer entrepreneurs ?, *Cahiers de l'action* 2014/1 (N° 41), p38

entrepreneurs de nécessité ou ce que appelle MADOUÏ Mohamed *les entrepreneurs contraints*¹. La création d'une entreprise dans ce cas semble de moins en moins le résultat d'une quelconque volonté de créer, d'innover ou d'entreprendre mais bien le moyen de sortir d'une situation de chômage chronique et d'exclusion sociale qui touche aussi bien les populations non qualifiées que celles suffisamment diplômées. Ils optent pour la création de leurs entreprises par absence d'autres alternatives.

♣ **Les préparations de nos enquêtés pour l'engagement dans la création de l'entreprise:**

Après avoir interrogé notre échantillon sur leurs préparations pour l'engagement dans la création d'entreprise, à compter la préparation psychologique, financière. On a été face à de différentes réponses. Mais nous avons remarqué que nos 10 enquêtés ont eu recours à leurs connaissances et réseaux sociaux.

Les réponses ont été différentes par rapport aux personnes qui ont intervenu sinon la totalité des interrogés ont fait appel aux liens sociaux, que ce soit financièrement ou psychologiquement. Il y a ceux qui ont été encouragés et aidés par leurs parents, par leurs amis ou encore par les conjoints, psychologiquement avec des conseils et financièrement avec l'emprunt d'argent chez leurs connaissances et membres de la famille.

Notre échantillon juge qu'il est nécessaire de se préparer de tous les côtés mais seul c'est presque impossible, parce qu'ils avaient besoin d'un minimum d'avis concernant cette engagement qui à la fois nécessite beaucoup de réflexion ainsi que du courage. Dit un peintre « *Sûrement tu dois te préparer avant de t'engager dans n'importe quel truc. Ce n'est pas facile sur tout avec le crédit, tu dois faire confiance en toi-même et avoir le courage d'essayer, d'oser. Il faut prendre le risque, il faut tenter sa chance, parce que celui qui ne tente rien n'a rien. Et bien sûr, c'est toujours les personnes qu'on trouve à nos côtés qui nous aident financièrement ou même avec un seul mot encourageant* »

Donc les relations sociales occupent une place importante dans la décision d'entreprendre, elle facilite les choses pour le futur entrepreneur. L'appartenance de ce dernier à un réseau lui sera d'une grande utilité, avant et après la réalisation de son projet et l'exercice de ses

¹ MADOUÏ Mohamed. Entreprises et entrepreneurs en Algérie et dans l'immigration: essai de sociologie économique. Edition Karthala, Paris. 2012. P73

fonctions d'entrepreneur. Comme le souligne ainsi VALEAU dans un article dans la Revue de l'entrepreneuriat, *l'accompagnement de l'entrepreneur peut prendre la forme d'un soutien moral et psychologique à la création mais également tout au long des développements et redéveloppements du processus entrepreneurial. Qu'il prenne une dimension psychologique ou qu'il reste essentiellement technique, l'accompagnement s'apparente à une « relation d'aide »*¹. Avec l'accompagnement, il sera plus facile au promoteur, d'obtenir les premiers soutiens dont il a besoin, que ce soit financiers, psychologiques ou encore cognitifs.

◆ **Les garanties des interrogés avant la création de leurs entreprises :**

Conformément aux données recueillies lors de notre enquête de terrain sur les garanties de nos 10 entrepreneurs interrogés avant le lancement de leur projet de création d'entreprise à l'aide du dispositif ANSEJ, on distingue plusieurs.

Parmi, ces garanties on trouve d'abord, les compétences, 7 personnes sur 10 ont eu comme garantie leurs capacités, savoir et savoir faire. Cela veut dire que pour la création de son entreprise il faut un minimum de compétence. Confirme Soraya créatrice de boulangerie pâtisserie (Mariée 45 ans niveau d'instruction moyen) : *« la seule est unique garantie que j'ai, c'est ma main. Je travaille pour que celui qui mange une fois, reviens une autre fois. »*

En second lieu, vient les caractéristiques de la personnalité de l'entrepreneur lui-même, à savoir la passion, la volonté, confiance en soi et la prise de risque ; parce qu'entreprendre comprend des risques financiers, et notamment des risques d'échecs. Un chef d'entreprise a parfaitement conscience que son projet peut ne pas parvenir ou ne pas aboutir. Malgré tout, il est insouciant parce qu'il a confiance en lui. On a encore, le sérieux et l'honnêteté ou la transparence dans son travail avec une fréquence de 6.

Enfin, nous avons une minorité de 3 personnes qui ont leurs réseaux sociaux comme garanties, en plus des compétences et caractéristiques de personnalité de l'entrepreneur. Ces personnes ont une certaine confiance des aides et des encouragements de leurs proches ou familles plus particulièrement les deux parents (Père et mère). Nous avons un cas qui dit avoir garantie le matériel.

¹VALEAU Patrick « L'accompagnement des entrepreneurs durant les périodes de doute », Revue de l'Entrepreneuriat 2006/1 (Vol. 5), p39.

On conclut que nos enquêtés ont donné une très grande importance à leurs traits de personnalité et leurs compétences, dans l'engagement dans la création de leur propre projet, ou dans l'acte d'entreprendre. Affirme une couturière créatrice d'un atelier de confection industrielle créée en 2004 : « *J'ai confiance en mes compétences, et dans les services que je fournis.* » Pour nos interviewés ces deux notions sont incontournables pour devenir un entrepreneur. Sans oublier que les aides et les encouragements des réseaux sociaux ont une part de contribution, dans presque toutes les étapes de réalisation du projet.

2. Présentation et interprétation des résultats relatifs à la deuxième hypothèse :

Axe 03 : Expérience du programme :

Dans cet axe nous évoquerons les différentes expériences de nos enquêtés, avec le programme ANSEJ et la création d'entreprise, ainsi comprendre les facteurs de réussite et survie de chaque projet. Autrement dit, les stratégies utilisées ou mobilisées par les entrepreneurs en question et qui ont contribué à l'aboutissement et la réussite de leurs projets. Et analyser les résultats relatifs à la deuxième hypothèse « *L'accompagnement des jeunes créateurs d'entreprises, et leur entourage personnel jouent un rôle important dans la réussite et la survie de leurs projets.* »

♦ Réalisation de vérifications ou consultations sur terrain avant la création :

En fonction des réponses rassemblés sur nos terrain de recherche, on constate que la majorité de notre échantillon, 8 personnes ont pu faire des vérifications consultations sur terrain par eux même. En cherchant à travers leurs connaissances, les bénéficiaires de l'ANSEJ et qui ont la même activité que la leur. Et disent que même l'ANSEJ fait une étude de terrain avant, pour vérifier la faisabilité du projet. 5 d'entre eux disent qu'ils étaient bien vérifié de la part des agents de l'ANSEJ.

Contrairement aux 2 autres cas qui assure qu'ils n'ont pas fait de vérifications sur le terrain. « *Je ne vous mens pas mais c'est non, je n'ai rien fait. J'ai eu une expérience pendant des années dans le domaine me suffit.* » Dit une coiffeuse, expérimenté de 5ans. Cela renvoie

à l'absence de connaissance ou de relations qui peuvent lui fournir les informations qu'il lui faut concernant son projet. Elle s'est limitée à sa compétence et son expérience.

On conclut qu'une étude de terrain et du marché est nécessaire pour le démarrage de chaque projet. Comme le constate aussi BOUDIA Mohammed Fouzi & BENACHENHOU Sidi Mohammed dans leurs études empiriques que *l'étude de marché en phase de création est considérée comme étant l'outil principal (le cœur même) de tout projet de création, car renfermant tous les ingrédients (informations) sur lesquels le porteur de projet doit bâtir son plan marketing stratégique et opérationnel.*¹

◆ **L'information fourni par l'ANSEJ sur la réalité des secteurs dans lesquels se développeront les projets et les avantages et inconvénients de chacun :**

A la lueur des entretiens effectués avec les dirigeants d'entreprises pendant notre enquête, sur les informations fournis par les services concernés de cette politique publique ANSEJ, pour nos entrepreneurs interrogés. Nous apercevons, selon les 10 membres de notre échantillon, qu'ils n'ont pas été informés par l'ANSEJ sur la réalité du secteur dans lequel se développera le projet, ils ont juste cherché des informations au près de leurs connaissances.

A propos des avantages et inconvénients du projet, 9 d'entre eux disent qu'ils étaient informés sur les avantages du financement et la procédure à suivre et le remboursement du crédit aussi ce qui est interdit. Sinon pour l'activité elle-même, ils n'ont pas été suffisamment informés. Nos enquêtés ont été informés sur le processus de création de micro entreprise. Confirme Safia «*Pour le projet lui-même non mais juste pour le crédit, les avantages en général de l'ANSEJ* » (Coiffeuse 30ans, mariée, niveau d'instruction moyen)

Un seul cas, confirme être informé de tout ce qu'il faut connaître sur le projet sur les financements sur les étapes ou procédure et le développement de son projet. Le cas de Bahia couturière qui a fondé son entreprise en 2004. Cela peut être renvoyé à l'époque de sa création puisque cette dame est une des anciennes bénéficiaires de l'ANSEJ. Les procédures et les services ont certainement changé de 2003/2004 à nos jours ou par rapport aux bénéficiaires de ce dispositif des années 2009 à 2015. Le manque d'informations est peut être

¹BOUDIA Mohammed Fouzi & BENACHENHOU Sidi Mohammed, La contribution du dispositif ANSEJ au développement de l'entrepreneuriat, les cahiers du MECAS, Volume 4, Numéro 1, p189 consulté le 4/05/2018

dû aussi à la pression exercés sur l'antenne ANSEJ de Bejaia cette dernière décennie (d'après les dates de création de chaque entreprise d'entrepreneurs questionnés et leur témoignages).

♦ **Les étapes de la procédure suivie et le temps consacré par nos promoteurs pour la réalisation de leurs projets :**

L'ensemble des enquêtés disent qu'ils avaient suivi les même étapes que tout le monde. Ils mettent l'accent sur la complexité de la procédure avec une tonne de papiers à faire, pour plusieurs dossiers (dossiers de banque, des impôts...). Et que chaque papiers ils lui font 5 copies et que la 6eme est pour le bénéficiaire lui-même.

Comme les enquêtés disent avoir suivi les étapes que l'ANSEJ leurs a procurer, donc tout d'abord, ils déposent leurs dossiers administratifs avec toutes les pièces demandées. Ils attendent l'appelle à la commission, qui est comme une sorte d'entretien avec la présence de plusieurs membres pour procéder à l'étude du projet, comme les représentants des banques nationales (BNA, BEA, BADR, BDL, CPA) ainsi que celui de la chambre du commerce, Artisanale, de l'agriculture... etc. bien sur avec la présence du directeur de l'ANSEJ. Il faut passer par cette commission pour bien discuter du projet et faire développer ses idées. Faire part de ses intentions entrepreneuriales à l'ANSEJ. Ainsi discuter de tous les équipements à financer. Voir la cohérence des projets professionnels avec les intentions des futurs entrepreneurs. Toutes ces étapes sont faites dans le but de la délivrance d'une attestation d'éligibilité au jeune promoteur, c'est l'accord de financement du projet par l'Agence de Soutien à l'Emploi de Jeunes.

Puis, le promoteur dépose le dossier pour la banque de son choix (pour le financement triangulaire), il attend par la suite l'accord bancaire. Ensuite, une fois accordé, il complète son dossier à l'ANSEJ concernant l'activité avec l'apport personnel, le registre de commerce, facture pro format ... etc. il attend encore, la remise de décision et la signature des cahiers de charge... et le virement du près de l'ANSEJ. Une fois que le promoteur reçoit son cheque bancaire, il procède à l'achat des équipements par des fournisseurs. A partir de cette étape, le futur entrepreneur, entre en phase d'exploitation et peut commencer son activité¹.

Nous avons abordé avec nos enquêtés, juste après les étapes, le temps de la procédure qu'ils ont consacré à leur projet et sont aboutissement, on trouve que tout notre échantillon

¹ Voir annexe 02

avait consacré minimum une année pour la procédure. Il y'en a parmi eux qui ont passé 2ans pour l'aboutissement de leur projet. Cela résulte de la bureaucratie, la procédure compliquée posé par le dispositif ANSEJ et les tonnes de papiers à fournir pour à la fois pour la banque, pour les impôts aussi pour l'ANSEJ.

♦ **Les obstacles rencontrés par les entrepreneurs depuis le lancement de la procédure et développement de leur projet :**

Après avoir questionné notre échantillon sur les difficultés rencontrées ou les principaux obstacles qui entravent le développement de leur petite entreprise, on a enregistré 2 types d'obstacles qui sont :

En premier lieu, les obstacles dit administratifs qui sont les principaux problèmes de chaque entrepreneur avec une fréquence de 7. Selon Dimitri KISLINE : *«Il est à noter que les obstacles administratifs ont toujours existé et ont accompagné l'évolution de l'entrepreneuriat dès son apparition à la fin des années 1980 jusqu'à aujourd'hui¹»*. Ces obstacles sont posés aux entrepreneurs par les pouvoirs publics. Qui s'explique par la complexité de la procédure et les tonnes de papiers à fournir ce qui s'explique par la bureaucratie. Ces derniers points sont considérés comme des freins pour nos promoteurs en question. Un de ces derniers se rappelle bien le mal qu'il a eu pour que son projet se met sur ses pieds à cause des papiers et la bureaucratie : *« La paperasse et la bureaucratie qui tue...et vous savez l'administration algérienne comment elle marche, ils entrent à 10h, ils sortent à 11H30, ils reviennent à 14h etc. J'ai fait au moins 50 fois Akbou, Bejaia, ils vous renvois à cause d'un seul papier.»* Ces obstacles administratifs peuvent s'expliquer par le fait que l'Etat ne remplit pas ses fonctions. La non-exécution par l'État de l'ensemble de ses fonctions est une des raisons pour l'apparition de barrières administratives.

En deuxième lieu, nous avons les obstacles financiers, qui, quant à eux, sont minimes avec une fréquence de 3. *« La bureaucratie et aussi le fait qu'ils nous demandent un bail de location de 5ans et moi je n'avais pas d'argent c'était difficile.»* réclame Karim, 34ans Célibataire (séparé), un enfant. On comprend bien que la situation familial et personnel de nos enquêtés à eu un impact négatif sur la difficulté et la lourdeur de la procédure.

¹KISLINE Dimitri. Les principaux obstacles au développement du petit entrepreneuriat en Fédération de Russie: l'avis des entrepreneurs, *Innovations* 2007/2 (n° 26) p 97.

En troisième lieu, 2 entrepreneurs assurent rencontrés des « escrocs » sur leurs chemins. Ce qui est du au mauvais choix de clientèle ou l'absence de sérieux chez certains clients.

En dernier lieu nous avons le problème des fournisseurs étrangers et du matériel avec un seul cas, qu'on peut aussi classé dans les obstacles administratifs à cause des procédures au niveau de la douane pour le matériel importé. Nassima (gérante d'une entité de production de produit d'entretien) se plain en disons : « *C'était difficile de trouver des fournisseurs et j'ai beaucoup attendu pour l'arrivé du matériel de Chine à cause de la douane ...* » Et aussi, les pannes du matériel.

On déduit, après l'analyse des discours et compte tenu de ce qui a été dit a propos du temps de la procédure, consacré par chaque entrepreneur pour l'aboutissement de leurs entreprises, que les barrières les plus fréquentes sont la lourdeur et la complexité des procédures administratives dues à la bureaucratie. Cela n'empêche pas les entrepreneurs d'en rencontrés d'autres entravent telles que les obstacles financiers ou concernant le matériels et les clientèles.

♣ **Le dépassement des obstacles rencontrés selon les entrepreneurs en question:**

Selon les entrepreneurs interrogés, on déduit qu'ils ont tous eu des obstacles qu'ils ont pu franchir d'une manière ou d'une autre. Pour cela nous avons fait ressortir 3 manières de dépassement ou de résolution de difficulté que ce soit pour les obstacles administratifs ou autre.

Premièrement, 7 de nos enquêtés ont répondu sur cette question par la patience et la persévérance, puisque la majorité a eu des obstacles administratifs (bureaucratie). Ils jugent qu'ils ne peuvent rien faire à part attendre, ils disent que pour changer cette situation, il faut changer tout un système et que ça vient du sommet, chose qu'ils ne peuvent pas changer d'une minute à l'autre. Nous confirme Omar (un opticien âgé de 37ans, Marié) : « *La seule solution c'est la patience ... on ne peut rien faire, réclamer ?! Chez qui ?! Il n'y'a pas ! Alors on attend et c'est tout* »

Deuxièmement, 4 de nos interviewés ont déclarés qu'ils ont surmontés leurs obstacles par l'aide de leurs connaissance et encouragement de leurs familles. Le cas d'un de nos interrogé, Tayeb, propriétaire d'un lavage auto : « *Si ce n'était pas ma femme je ne pense pas m'en*

sortir, elle part de côté moi de l'autre pour préparer tous les papiers qu'ils m'ont demandé... ».

Troisièmement, une minorité de nos entrepreneurs disent que c'est avec la bonne gestion et le bon travail qu'ils ont pu dépasser leurs barrières avec une fréquence de 2.

Compte tenu de ce qui a été dit auparavant, on conclut que le problème administratif, est fréquent chez presque la totalité des entrepreneurs bénéficiaires de l'ANSEJ. On ce qui concerne les obstacles financiers, avec l'aide et l'encouragement des réseaux sociaux, ils deviennent facile à dépasser avec l'emprunt d'argent comme le cas de certains. Par contre, la bureaucratie, est un phénomène très difficile à dépasser, la seule solution pour eux c'est d'attendre et être patient.

♣ **Les conditions d'admission au programme ANSEJ :**

Pour cette question tout nos enquêtés ont eu les mêmes conditions d'admissions au programme ANSEJ, qui sont comme suit :

- être en situation de chômage ;
- avoir l'âge qu'il faut pour l'acquisition d'un crédit spécial jeune ;
- enfin avoir une qualification dans reconnu. Et même si la personne n'en possède pas, l'ANSEJ va lui assurer une formation accéléré sur la technique de gestion de la micro-entreprise au profit du jeune promoteur.¹

Et certains disent qu'il faut bien maîtriser l'activité que l'on veut faire, connaître le fond du projet, pour au moins répondre aux questions de la commission pour être admis.

♣ **Point de vue des enquêtés sur le dispositif ANSEJ et l'exercice de son rôle d'accompagnateur :**

Nous avons analysé les propos des personnes interrogées, concernant leurs attitudes vis-à-vis du dispositif et l'exercice de son rôle, tel qu'explique Patrick VALEAU la mission de ces politiques d'aide à la création de micro-entreprises : « *Les dispositifs d'accompagnement visent, suivant les cas, à communiquer aux entrepreneurs des informations relatives à l'environnement institutionnel et économique de l'entreprise, à leur transférer des*

¹ **Décret exécutif** N° 97-297 du 24 Rabie Ethani 1417 correspondant au 8 septembre 1996, fixant les conditions et le niveau d'aide apporté au jeune promoteur.

compétences techniques telles que la gestion de trésorerie, à les aider à mûrir leur projet, voire, à leur insuffler un esprit plus entrepreneurial.¹ » Dans notre cas, nous avons devisé les points de vue recueillis lors de notre enquête sur les créateurs de micro-entreprises par le biais de ce dispositif d'accompagnement ANSEJ, pour faire part de la réalité de la mission qu'il exerce, en 2 parties qui sont :

Premièrement, l'attitude des bénéficiaires de ce dispositif, vis-à-vis de ce dernier, en tant que politique d'appui à la création et financement de la micro entreprise. L'ensemble des entrepreneurs interrogés ont donné un jugement positif sur le financement de la micro-entreprise et la création d'emploi. Parce qu'elle favorise la création et l'extension d'activité de biens et de services par les jeunes promoteurs et la promotion de l'esprit d'entreprise.

Deuxièmement, leurs points de vue par rapport à l'ANSEJ en tant qu'accompagnateur des jeunes porteurs de projets. La majorité de ces derniers confirme, avec une fréquence de 6, que l'ANSEJ n'exerce pas son rôle en tant qu'accompagnateur, surtout concernant le suivi après avoir accordé à ces jeunes, le crédit. Ils jugent négativement le suivi de ce dispositif. Selon leurs expérience auprès de ce dernier, il ya un défaut de suivi et de transparence au sein de cette politique publique. Notre échantillon dit que ce qui importe l'Etat c'est le remboursement de son argent, rien de plus, autre chose c'est aux promoteurs de se débrouiller. Le cas d'un membre de notre population étudiée : *« La qualité de suivi est médiocre. C'est ok pour les crédits et tout les financements qu'ils assurent mais a part ça zéro suivi. Depuis qu'ils ont visité les locaux, et ils m'ont accordé ce crédit, je n'ai pas entendu parler d'eux. Normalement, je ne vais pas tarder à commencer le remboursement, mais aucun rappel ou quoi que ce soit ! »* (Tayeb, 30ans, Niveau d'instruction primaire) Ce monsieur nous affirme les 2 points de vue (sur le financement et le suivi).

Contrairement, aux 4 autres personnes interrogées qui ont donné une vision positive sur le suivi des jeunes promoteurs par l'ANSEJ. Le cas de Nassima gérante d'entreprise de produit d'entretien (30ans, Mariée, 1enfant, diplômée d'étude supérieure) : *« Elle aide beaucoup de gens c'est vrai, pour le suivi et tout. Personnellement quand il y'a une foire, ou exposition de produits algériens, ils m'informent, ils me mettent au courant, et c'est eux qui me réservent une place pour exposer mon produit tu vois, alors je ne vais pas nier ça. Des fois, quand ils voient qu'un jeune a bien amélioré son projet, ils l'appellent pour des foires et tout.*

¹VALEAU Patrick, op cit, p. 31

D'ailleurs, ils m'ont classé parmi ceux qui ont réussi dans leurs projets, ils m'ont même donné une attestation de réussite, preuve qu'ils me suivent bien » cette dame argumente sa vision positive en vers ce dispositif.

♦ **Les réalisations les plus importantes effectuées par nos entrepreneurs enquêtés et grâce à quoi :**

Toutes les activités entrepreneuriales peuvent générer des déceptions et des échecs mais également des réussites. Conformément aux réponses de notre échantillon, on constate que les réalisations les plus importantes selon l'ensemble de nos enquêtés sont la réalisation des objectifs primaires, tracés auparavant (passer du statut chômeur à entrepreneur, autonomie, mettre fin à l'aliénation, épanouissement personnel ...).

Un de nos enquêtés affirme avoir réalisé d'autres projets d'ordre économique qui sont par exemple créer une autre entreprise dans une autre wilaya. Cela veut dire cette entrepreneur a bien réussi son premier projet, ce qui lui a permis de s'élargir dans l'activité et lancer d'autre. Achour propriétaire d'une pizzeria : *« ... j'ai pu rembourser le tout dans quelques années, Maintenant, j'ai créé un traiteur à Sétif, avec mes propres moyens, cela fait une année, on travaille, bien aussi, on organise les mariages, J'ai même des conventions avec le groupe UTRHB HADDAD, BRAUN, IRIS... etc. C'est grâce au premier projet que j'ai réalisé tous cela, la bonne gestion et aussi l'aide de ma famille et mon ami qui me donne toujours des conseils. »*

On comprend d'après notre échantillon, que c'est grâce aux aides de leurs connaissances et leurs familles, qu'ils ont pu réaliser leurs premiers objectifs. L'entrepreneur qui réussit sait s'entourer de personnes dévouées et de généralistes pour accomplir les objectifs reliés à sa vision et aussi, il sait comment aller chercher les ressources professionnelles qui lui permettront de surmonter les difficultés qu'il ne peut résoudre seul. De cette façon, il saura se munir de l'expertise nécessaire à la réalisation de ses projets. A ce propos Michel GROSSETTI note que *le devenir de l'entreprise est corrélé à la mobilisation des relations sociales et que si l'on va plus loin dans l'analyse des relations mobilisées par les fondateurs d'entreprises ayant un succès supérieur aux prévisions, on se rend compte qu'elles sont soit simplement professionnelles (des liens faibles classiques), soit des liens non professionnels*

avec des amis proches (des liens forts), mais plus rarement que les autres des liens « amicalement professionnels »¹

Nous avons noté ainsi, les caractéristiques de personnalité de l'entrepreneur lui-même à savoir la volonté, le sérieux et l'honnêteté qui sont des qualités indispensables pour être un entrepreneur performant. Sans oublier la bonne gestion qui est la base de chaque projet de création et la qualité du service fournis qui est à la fois le miroir de l'entreprise et un facteur de succès. Comme nous le dit Tayeb (30ans marié, un enfant, propriétaire d'un lavage-auto) : « ... Pour moi gagner la confiance des autres est une importante réalisation. Les réalisations ne doivent pas être toujours de l'ARGENT. On travaille dans le secteur des services des véhiculés, des routiers etc. il faut que le client soit satisfait, pour le gagner. » D'après ces propos on comprend bien qu'une réalisation peut générer d'autre. Avoir la confiance de la clientèle génère de la réussite et la survie de chaque projet.

Le succès d'une entreprise ne dépend pas uniquement de l'entrepreneur mais aussi de l'accumulation de son capital social et ses liens d'affaires. Pour cela, certains auteurs ont essayé d'étudier l'impact du capital social des entrepreneurs sur la performance de leurs entreprises pour savoir s'ils ont réalisé ou non un succès entrepreneurial.

♦ Les échecs identifiés par nos enquêtés dans leurs carrière d'entrepreneurs :

Les échecs se diffère d'un entrepreneur à un autre, ce qu'il faut retenir c'est que la totalité de nos enquêtés ont rencontrés des échecs, qu'ils ont pu rectifier avec le temps et l'expérience dans les entreprises. Surmonter les échecs signifie que l'on est capable de les reconnaître, d'en tirer des leçons et de chercher de nouvelles opportunités. Parmi ces échecs, on trouve la perte de clients, le gaspillage de produits, problème dans la vie privé, qui sont causé par la mauvaise gestion et la qualité du travail.

Conformément aux analyses des réponses aux questions précédentes, nous avons constaté que nos enquêtés se caractérisent par la patience, la persévérance, l'ambition, et ont eu toujours des aides et conseils de la part de leurs relations, des aides qui les laisse toujours garder leur optimisme. Donc ces échecs cités en dessus sont facilement rectifié pour faire leur

¹GROSSETTI Michel, et BARTHE Jean-François. « Dynamique des réseaux interpersonnels et des organisations dans les créations d'entreprises », *Revue française de sociologie*, vol. 49, no. 3, 2008, p607

mieux et atteindre d'autres objectifs non réalisés. Ce même sujet a fait l'objet d'une étude réalisée par Pascal PHILIPPART sur l'entrepreneur en difficulté, cet auteur souligne, après avoir fait son constat que *l'entrepreneur confronté à l'échec a sans aucun doute besoin d'être accompagné*¹. Ce constat montre l'importance de l'accompagnement et l'aide de ces jeunes promoteurs. Le conseil et l'appui de la famille, des amis et voisins est très apparent. Les relations familiales et personnelles sont à l'origine de la réussite des projets.

3. Discussion des hypothèses :

Dans le but de confirmer ou infirmer nos hypothèses élaborées au début de notre recherche, intitulée « le chômage et la création de micro entreprise dans le cadre du dispositif ANSEJ », nous avons eu recours à une enquête de terrain à travers des entretiens semi-directifs, effectués sur un échantillon de 10 personnes bénéficiaires de la politique d'encouragement à la création de micro entreprise ANSEJ, mise en œuvre par l'Etat en faveur des jeunes chômeurs, afin de financer les très petite entreprises et accompagner ces jeunes porteurs d'idées à concrétiser leurs projets.

Cependant, après avoir recueillis et analysé les données de l'enquête, nous sommes arrivés à des résultats qui nous ont permis de connaître la principale motivation des entrepreneurs interrogés à l'égard de l'entrepreneuriat, qui est le chômage, est un phénomène qui peut toucher toute la population. Nos interrogés trouvent que la création d'entreprise est le seul remède pour les chômeurs qui n'ont pas d'alternatives sur le marché du travail, surtout les diplômés de formations professionnelles vu que la quasi-totalité de nos enquêtés ne sont pas diplômés d'études supérieures. De ce fait le chômage, qui est un phénomène à la fois social et traditionnellement économique, est considéré comme un facteur de motivations pour nos entrepreneurs interrogés à s'engager dans de tels projets de création.

À côté du chômage on trouve aussi, le désir d'indépendance hiérarchique et autonomie financière ainsi que la nécessité, ou ainsi pour avoir une place dans la société autrement dit, une identité sociale. À partir de là nous pouvons confirmer notre première hypothèse.

À la suite de notre étude de terrain, nous nous sommes intéressés à la présence des réseaux sociaux pour notre échantillon dans le processus de création d'entreprise dans le cadre du dispositif ANSEJ. Les entrepreneurs se retrouvent devant des obstacles tels que les obstacles

¹PHILIPPART Pascal, « L'accompagnement de l'entrepreneur en difficulté : questions autour d'un phénomène complexe », *Projectics / Proyéctica / Projectique* 2017/1 (n°16), P12

financiers qu'ils arrivent à dépasser grâce aux conseils et aides des relations sociales (familiales et amicales) ainsi que le choix du dispositif et de l'activité grâce aux expériences de leurs amis au près du dispositif. L'entourage personnel des entrepreneurs a une grande part dans leurs réussites suite, à l'accompagnement qu'il leur fourni. Vue l'importance, de l'accompagnement des jeunes dans cet acte entrepreneurial, ces derniers en questions, jugent négativement le suivi de l'ANSEJ et l'exercice de son rôle en tant qu'accompagnateur, a partir de cette idée on comprend pourquoi nos enquêtés favorise la présence des réseaux de connaissances personnel et même parfois professionnel dans ce processus de création de micro entreprise dans le cadre du dispositif ANSEJ. De ce fait on peut valider notre deuxième hypothèse.

CONCLUSION
GENERALE

Conclusion :

L'enquête que nous avons menée auprès des créateurs des micro-entreprises dans le cadre du dispositif ANSEJ dans la région d'Akbou, nous a permis de recueillir des données très importantes à propos de notre thématique de recherche, afin de connaître, comprendre les véritables motivations de ces entrepreneurs à l'égard de la création de la micro-entreprise. Ainsi voir l'importance de l'accompagnement et l'aide de l'entourage personnel pour la réussite et la survie de chaque projet de création d'entreprise notamment dans la région d'AKBOU.

En effet, nous avons constaté à travers les entretiens effectués sur un échantillon de 10 personnes bénéficiaires de l'ANSEJ, qui nous ont permis d'entrer en contact avec les entrepreneurs en question, que le chômage est l'une des raisons principales incitant nos interrogés à opter pour la création de la micro-entreprise par le biais de l'ANSEJ et être porteurs de statut d'entrepreneurs. Ils se sont rapprochés de l'idée de créer leurs propre emploi ou activité, vue la difficulté d'en trouver un et l'absence d'autre alternative à exploiter sur le marché du travail, soit pour les cas des diplômés ou les moins diplômés d'entre eux. Pour cela, ils ont eu l'idée de solliciter le dispositif ANSEJ, encourageant à la création de la micro-entreprise pour créer leurs propres emplois, afin de sortir en urgence de la situation du chômage et satisfaire leurs besoins à la fois personnels et financiers. Après ce constat, on déduit que notre première hypothèse est confirmée.

Notre deuxième hypothèse se concentre sur l'accompagnement et l'aide de l'entourage personnel et leurs impacts sur la continuité et la réussite des projets de création des micro-entreprises de ces jeunes. De ce fait, nous avons constaté que la présence d'un réseau de relations a une influence importante durant toutes les étapes de la procédure de création. La contribution de soutien financier et moral des réseaux sociaux, durant le processus de création, facilite la préparation des enquêtés à l'engagement et le démarrage de leurs activités en leur fournissant plusieurs ressources nécessaires pour mener à bien leurs projets de création d'entreprise dans le cadre de l'ANSEJ. Les relations sociales (familiales et amical) assurent ainsi la survie des projets selon nos entrepreneurs, donc notre deuxième hypothèse est confirmée.

Ainsi, on a déduit que les amis ont une influence directe sur la majorité des entrepreneurs, un appui solide non négligeable en matière d'aide en connaissances de création, d'encouragement à la création de l'entreprise, et sur le dépassement de certaines barrières financières avec des prêts. Et même sur le choix du recours à l'Etat (ANSEJ) pour le financement du projet.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie :

Ouvrage :

- ◆ **AKTOUF Omar**, Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations. Une introduction à la démarche classique et une critique. Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 1987. Une édition numérique réalisée par Marcelle Bergeron, bénévole, professeur retraité de l'Ecole polyvalente Dominique- Racine de Chicoutimi, Québec.
- ◆ **ANGERS Maurice**, Initiation à la méthodologie des sciences humaines, édition Casbah université, 1996.
- ◆ **BENASSY-QUERE Agnès, COEURE Benoit et autres**, Politique économique, 2^{ème} édition De Boeck, Paris, 2009.
- ◆ **BOUDON Raymond**, Les méthodes en sociologie, 11eme Edition PUF, paris, 1998.
- ◆ **BOUFELDJA Ghiat**. La culture du travail et entrepreneuriat en Algérie, Editions Publibook, Paris, 2015
- ◆ **BOUTILLIER Sophie, UZUNIDIS Dimitri**, L'aventure des entrepreneurs, 2^e éd Studyrama, Paris 2006
- ◆ **CHEHRIT Kamal**, L'économie de marché, Qu'est-ce qu'une économie de marché ?, édition Grand-Alger- Livres, Alger, 2007.
- ◆ **DE GAULEJAC Vincent**. Travail, les raisons de la colère. Editions du Seuil, Paris, 2011.
- ◆ **DEMAZIERE Didier**, La Sociologie des chômeurs, éditions la Découverte, Paris, 2006.
- ◆ **DEMAZIERE Didier**, La sociologie du chômage, éditions la découverte, Paris, 1995.
- ◆ **FAYOLLE Alain, FILION Louis Jacques**. Devenir Entrepreneur – Des enjeux aux outils. Editions Village Mondial Paris, 2006.
- ◆ **FAYOLLE Allain**, L'entreprenariat. Edition Dunod, 2004
- ◆ **FOURNIER Jacques et QUESTIAUX Nicole**. Traité du social, 5^{ème} édition, éd Dalloz, Paris, 1989.
- ◆ **GAY Thomas**. L'indispensable de la sociologie. 2^{ème} édition, Studyrama, Paris 2006.
- ◆ **GRAWITZ Madeleine**, Lexique des sciences sociales, Edition Dalloz, Lyon, 2000.
- ◆ **GRAWITZ Madeleine**, Méthode des sciences sociales, 11em éd Dalloz, Paris, 1990,

- ◆ **JULIEN P.-A, MARCHESNAY M**, Economie et stratégie industrielle, édition Economica, Paris, 1997.
- ◆ **LECLERC Yvon**, Battre le chômage, Les éditions du Septentrion, Québec, 1994.
- ◆ **LOUCHE Claude**. Psychologie sociale des organisations, édition Armand Colin, Paris, 2002.
- ◆ **MAELA Paul**, L'accompagnement : une posture professionnelle spécifique, édition L'HARMATTAN, paris, 2004.
- ◆ **MANTOUSSE Marc et RENOARD Gilles**. Les 100 fiches pour comprendre la sociologie. 3eme Edition Bréal, Paris 2006.
- ◆ **MARUANI Margaret et REYNAUD Emmanuelle**, La sociologie de l'emploi, 3^{eme} Edition la DECOUVERTE, paris, 2001.
- ◆ **PAUGAM Serge**, Le lien social, Que sais-je, Edition Paris : Presses universitaires de France, 2008.
- ◆ **RUI Sandrine**, Tableau croisé, in Paugam Serge (dir.), Les 100 mots de la sociologie, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que Sais-Je ? »
- ◆ **SCHNAPPER Dominique**. L'épreuve du chômage, édition Gallimard, Paris, 1981.
- ◆ **SILENO Ahmed et ALBERTINI Jean Marie**, Lexique d'économie, 7ème édition, éd. Dalloz, Paris, 2002.
- ◆ **STÉPHANIE Jean**. La perception de contrôle, l'estime de soi, édition Presse université du Québec, Québec, février 1999.
- ◆ **VERSTRAET Thierry**, (dir), Histoire d'entreprendre : les réalités de l'entrepreneuriat. EMS (Editions Management et Société) Paris, 2000
- ◆ **VERSTREATE Thierry et SAPORTA Bertrand**. Création d'entreprise et entrepreneuriat. Edition de l'ADREE, janvier 2006.

Articles de revues :

- ◆ **ARHAB Baya**. Les effets sociaux de la mise en application du PAS, les cahiers de CREAD, N °46/47, 4ème trimestre 1998 et 1er trimestre 1999.
- ◆ **BERREZIGA Amina et MEZIANE Amina**, La culture entrepreneuriales chez les entrepreneurs algériens. Colloque national sur les stratégies d'organisation et d'accompagnement des PME en Algérie. Université Kasdi Merbah Ouargla, Algérie 2012.

- ◆ **BOUDIA Mohammed Fouzi & BENACHENHOU Sidi Mohammed**, La contribution du dispositif ANSEJ au développement de l'entrepreneuriat, les cahiers du MECAS, Volume 4, Numéro 1, Pp 184-192
- ◆ **BOUYACOUB Farouk**, l'entreprise et le financement bancaire, édition CASBAH, 1ere édition, 2000.
- ◆ **DEGRAVE Patrick. SCHNAPPER Dominique**, L'épreuve du chômage. In: Revue française de sociologie, 1984, 25-3. pp. 494-497
- ◆ **FAYOLLE Allain, PEREIRA Brigitte**, L'encouragement à l'auto-entrepreneuriat est-il une bonne politique publique pour l'esprit d'entreprendre et la création d'entreprises ?, Annales des Mines - Gérer et comprendre 2012/1 (N° 107), p. 52-62.
- ◆ **FERFERA M.Y. AKNINE R.**, entrepreneuriat et création d'entreprise en Algérie: une lecture à partir des dispositifs de soutien et d'aide à la création des entreprises, Revue des Sciences Économiques et de Gestion N°14 (2014)
- ◆ **FREYSSENET M.** Quelques pistes nouvelles de conceptualisation du travail, in *Sociologie du travail*, Hors série 94, Montrouge, Dunod, 1994, pp 105-122
- ◆ **GROSSETTI Michel, et BARTHE Jean-François**. Dynamique des réseaux interpersonnels et des organisations dans les créations d'entreprises, Revue française de sociologie, vol. vol. 49, no. 3, 2008, pp. 585-612.
- ◆ **KISLINE Dimitri**. Les principaux obstacles au développement du petit entrepreneuriat en Fédération de Russie: l'avis des entrepreneurs, Innovations 2007/2 (n° 26), p. 95-108.
- ◆ **LASSASSI Mounir et HAMMOUDA Nacer –Eddine**, 50 ans d'indépendance : quelle évolution de la situation du marché du travail en Algérie ? Les cahiers du CREAD n°100-2012, Pp 101- 134.
- ◆ **MADOUÏ Mokhtar**. Les nouvelles figures de l'entrepreneuriat en Algérie (un essai de typologie). Cahiers du CREAD N° 85-86.
- ◆ **PHILIPPART Pascal**, L'accompagnement de l'entrepreneur en difficulté : questions autour d'un phénomène complexe, Projectics / Proyéctica / Projectique 2017/1 (n°16), p. 11-29.
- ◆ **SOUIDI.R, FERFERA. M et AKTOUF.T**, les entrepreneurs, le territoire et la création d'entreprises, les cahiers du CREAD N°51, 1er trimestre 2000.

- ◆ **THOENIG Jean Claude.** Politique Publique, dans L. Boussaguet et autres. Dictionnaire des politiques publiques, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques, pp. 326-333.
- ◆ **TRINDADE-CHADEAU Angélica,** Les motivations à entreprendre. Qu'est-ce qui, dans la confrontation au monde du travail, poussent les jeunes à s'imaginer entrepreneurs ? Cahiers de l'action 2014/1 (N° 41), p. 33-41.
- ◆ **TURGEON, J. et J.-F. SAVARD** Politique publique, dans L. Côté et J.-F. Savard (dir.), Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique, 2012 [en ligne]
- ◆ **VALEAU Patrick,** L'accompagnement des entrepreneurs durant les périodes de doute. Revue de l'Entrepreneuriat 2006/1 (Vol. 5), p. 31-57.
- ◆ **VINCENT Jean. MARUANI Margaret, REYNAUD Emmanuelle,** Sociologie de l'emploi. Revue française de sociologie, 1994.

Dictionnaire :

- ◆ **AKOUN ANSART Pierre,** Dictionnaire de sociologie, édition Seuil, Paris, octobre 1999.
- ◆ **BOISLANDELLE Henri Mahé,** Dictionnaire de gestion, vocabulaire, concepts. Édition économique, paris, 2008.
- ◆ **BOUDON Raymond et BESNARD Philippe et autre,** Dictionnaire thématique en sciences économiques, Edition LAROUSSE, Québec, 2005.
- ◆ **BRUNO Alain,** Dictionnaire d'économie et des sciences sociales, Edition ELLIPSES, Paris 2005.
- ◆ **ECHAUDEMAISON Claude Danièle,** Dictionnaire d'économie et des sciences sociales, Edition NATHAN, Paris, 2007.
- ◆ **LAKEHAL Mokhtar,** Dictionnaire d'économie contemporaine des principaux faits politiques et sociaux, Edition Vuibert, Paris, 2000.

Thèses :

- ◆ **BOURICHE Lahcène.** Les déterminants du chômage en Algérie : une analyse économétrique (1980-2009), Thèse de doctorat en sciences économiques, option : économie de développement, Université de Tlemcen, 2012/2013.
- ◆ **TESSIER DARGENT Christel,** Les entrepreneurs par nécessité : d'une dichotomie simplificatrice à un continuum complexe : définitions et typologie des entrepreneurs

par nécessité : étude de la dimension effectuable des processus de création par nécessité, Gestion et management. Université Grenoble Alpes, 2014/2015.

Textes réglementaires et législatifs :

- ◆ **Décret exécutif** N° 97-297 du 24 Rabie Ethani 1417 correspondant au 8 septembre 1996, fixant les conditions et le niveau d'aide apporté au jeune promoteur.
- ◆ **Arrêté exécutif** N° 94188 du 6 juillet 1994 portant statut de la Caisse d'assurance-chômage
- ◆ **Décret présidentiel** N°03-514 du 30 décembre 2003 relatif au soutien à la création d'activités par les chômeurs promoteurs âgés de 30 à 50 ans (JORA n° 84 du 31 décembre 2003)
- ◆ **Décret présidentiel** N° 10-156 du 20 juin 2010 relatif au soutien à la création d'activités par les chômeurs promoteurs âgés de 35 à 50 ans (JORA N° 39 du 23 juin 2010)

Site web :

- ◆ www.ansej.org.dz
- ◆ www.ons.dz
- ◆ www.cnac.dz

ANNEXE

Annexe 01 :

Guide d'entretien :

Axe 01 : ► Les données sociodémographiques :

1. Quel âge avez-vous ?
2. Sexe
3. Quelle est la profession de vos parents ? ainsi que celle de chaque membre de votre famille ?
4. Êtes-vous marié ? Si oui, avez-vous des enfants ?
5. Quel est votre niveau d'instruction ?
6. Parlez nous un peu de votre carrière professionnelle et son évaluation. Qu'avez vous fait avant la création de votre propre entreprise ?
7. Quelles étaient vos conditions (formatives, financières, sociales) quand vous avez eu l'idée de lancer votre projet entrepreneurial ?

Axe 02 : ► Le profil approfondie du projet (l'entreprise) :

1. Quel est le secteur d'activité de votre projet ?
2. Quel est le statut juridique de votre entreprise ?
3. Quelle est la date de création de votre entreprise ?
4. Combien de travailleurs avez-vous ?
5. Comment avez-vous pris connaissance du dispositif (ANSEJ) et des lois qui le régissent ?
6. Comment vous êtes-vous renseigné sur votre projet ?
7. Comment avez-vous fait le choix de ce projet ?
8. Quelles étaient les véritables raisons de votre inscription dans ce projet ? autrement dit, qu'est-ce qui motive votre choix ?
9. Êtes-vous préparé psychologiquement, économiquement et cognitivement avant de s'engager dans cette expérience de création d'entreprise ? Si oui, comment ?
10. Quelles garanties avez-vous à l'époque ?

Axe 03 : ► l'expérience du programme

1. Racontez-nous comment votre projet a été développé ?
2. Avez-vous procédé à des vérifications ou consultations sur le terrain avant la création de votre entreprise ? Si oui, comment ?
3. L'ANSEJ vous a-t-elle informé sur la réalité du secteur dans lequel l'entreprise se développera ?
4. Est-ce qu'elle vous a informé des avantages et inconvénients de votre projet ?
5. Combien de temps avez-vous consacré pour cette procédure (création d'entreprise dans le cadre de l'ANSEJ) ? Si beaucoup, pourquoi ?
6. Quels sont les obstacles qu'avez-vous rencontrés lors du développement de votre entreprise ?
7. Avez-vous réussi à surmonter tous les obstacles ou toutes les difficultés rencontrées durant cette la procédure ? Si oui, comment ?
8. Quelles étaient les conditions d'admission au programme ANSEJ ?
9. Pensez-vous que cette politique d'appui et d'aide à la création d'entreprise, exerce vraiment son rôle d'accompagnateur ?
10. Selon vous, quelles sont les réalisations les plus importantes qu'avez-vous effectuées ?
Et grâce à quoi ?
11. Quels sont les échecs qu'avez-vous identifiés lors de la réalisation de votre projet et dans votre carrière d'entrepreneur ?

Annexe 02 : Répartition des projets financés par secteur d'activité depuis la création au 31/12/2017 dans la commune d'AKBOU

Secteur d'activité	Nombre de projet financés	Nombre d'emploi créés
AGRICULTURE ET PECHE	69	105
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	122	313
HYDRAULIQUE	8	22
INDUSTRIE	212	415
SERVICE	894	1372
Total général	1305	2227

***Source : Statistique fournis par l'antenne ANSEJ de Bejaia**

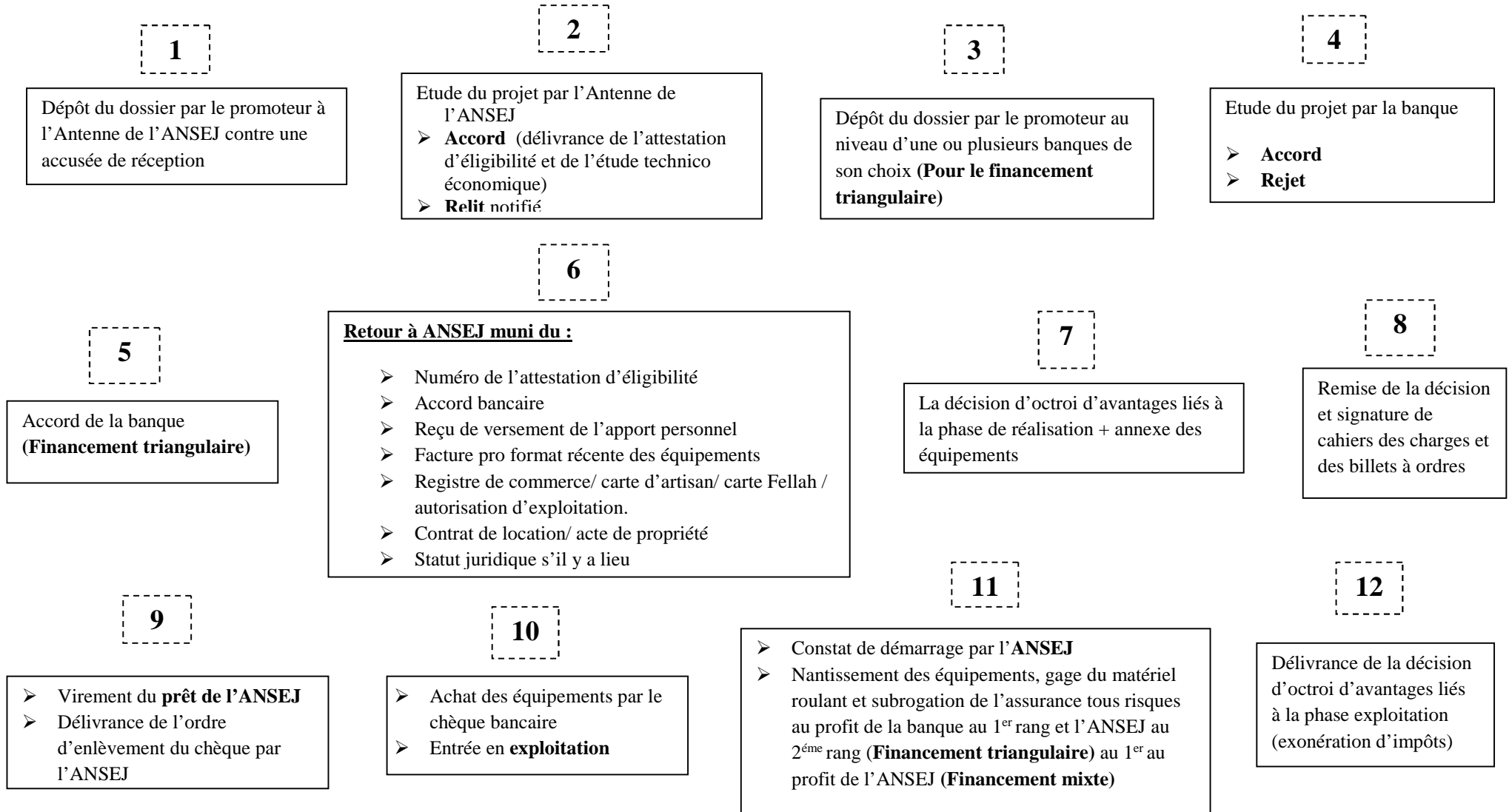
Annexe 03 : Projets financés par sexe et secteur d'activité durant les 3 dernières années dans la commune d'AKBOU

	2015		2016		2017	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Agriculture et pêche	2	0	1	0	0	0
BTPH	20	0	15	0	2	0
Industrie et maintenance	11	6	9	1	1	0
Services	34	5	24	10	13	2
TRANSPORT	0	0	0	0	0	0
TOTAL	67	11	49	11	16	2

***Source : Statistique fournis par l'antenne ANSEJ de Bejaia**

Annexe 04 :

Les étapes de création d'une micro entreprise :



Source : Document fournis par Antenne ANSEJ de Bejaïa